

## ÉDITORIAL

Sécurité  
et diplomatie

Page 2

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

www.brazzaville-adiac.com

N°828 DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2009

100 F CFA

## BANQUE

Le Crédit du Congo racheté  
par un groupe  
privé marocain

Le Crédit du Congo, ex-Crédit Lyonnais, vient d'être racheté par Attijariwaf Bank (AWB), le plus gros groupe bancaire privé du Maroc. Selon une correspondance du Crédit du Congo, parvenue à notre rédaction, le Conseil d'administration, réuni le 23 septembre, à Pointe-Noire, a remplacé les administrateurs représentant le Crédit agricole S.A par les membres de la direction générale du groupe AWB et Abdelahad Kettani a été nommé administrateur directeur général du Crédit du Congo.

Le groupe AWB a acquis, par ailleurs, l'Union gabonaise de banque, le troisième établissement bancaire du Gabon et envisage également d'avoir des participations majoritaires la Société ivoirienne de banque, la Société camerounaise de banque et le Crédit du Sénégal.

SUR LE MARCHÉ  
DU LIVRE«Denis Sassou N'Guesso :  
les grands faits de sa  
campagne électorale 2009»

Envoyé spécial de notre rédaction pour couvrir, parmi tant d'autres confrères, la campagne électorale du candidat Denis Sassou N'Guesso, Émile Gankama l'a suivi du sud au nord, de l'est à l'ouest. Observateur privilégié de ce grand moment, il a compilé ses notes de reportage dans un livre de cent quarante-cinq pages paru aux éditions Les Manguiers. Anecdotes, insolites, non-dits et photos d'action émaillent cet essai intitulé «Denis Sassou N'Guesso : les grands faits de sa campagne électorale 2009» qui fait revivre au lecteur les moments palpitants d'une campagne bien mouvementée. Un livre à avoir absolument dans sa bibliothèque.

Page 11

Dans ce numéro, les portraits des ministres Claudine Munari, Josué Rodrigue Nguonimba, Georges Moyen

Page 5

## SOMMET SPÉCIAL DE L'ONU SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Denis Sassou N'Guesso  
souligne les ravages  
de la déforestation en Afrique

Porte-parole de l'Afrique au Sommet spécial des Nations unies sur le changement climatique, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a évoqué, le 24 septembre à New York, les dangers de la déforestation qui touche aujourd'hui trente-quatre pays du continent. Indiquant que 40 000 km<sup>2</sup> de forêts sont perdus annuellement en Afrique, il a averti que ce rythme va s'accroître davantage si rien n'est fait pour encourager les politiques des pays forestiers dans la conservation et la gestion durable des forêts.

Parlant de l'expérience des pays du Bassin du Congo qui contribuent à la sauvegarde du deuxième poumon écologique mondial, Denis Sassou N'Guesso a appelé la communauté internationale à se joindre aux gouvernements britannique et norvégien qui ont contribué au lancement du Fonds pour les forêts du Bassin du Congo.

Page 2



Denis Sassou N'Guesso lors de son adresse au sommet sur le changement climatique



Le présidium du comité ad hoc

## PROCESSUS DE PAIX DANS LE POOL

Encore une volte-face  
du CNR

Le comité ad hoc de suivi des engagements des 16 et 17 mars 2003 pour la paix dans le département du Pool n'a pas pu se réunir, le 25 septembre, en raison de l'absence de Sylvain Richard Bintsamou, vice-président de cette structure et représentant de Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntoumi, président du Conseil national des républicains (CNR).

Reportée à une date ultérieure, cette rencontre devait, entre autres, examiner la lettre de Frédéric Bintsamou relative au recrutement de deux cent cinquante ex-combattants qui lui sont restés fidèles dans la Force publique.

Page 5

## PÔLE DES INFRASTRUCTURES DE BASE

## Isidore Mvouba se donne trois mois pour évaluer ses actions

Le ministre d'État, ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, coordonnateur du pôle des infrastructures de base, Isidore Mvouba, a reçu, le 25 septembre, les ministres faisant partie de son pôle.

Au cours de cette rencontre, il leur a proposé la feuille de route des actions à entreprendre d'ici à fin décembre prochain.

«Une période de trois mois est laissée à la latitude des cadres d'encadrement et de ma-

nagement du pôle au terme de laquelle une remise en cause générale des fonctions ainsi occupées sera effectuée», a notifié le ministre d'État aux membres de son pôle.

Page 9



**ÉDITORIAL**

# Sécurité et diplomatie

Pour autant que l'on puisse décrypter les événements survenus depuis le début du nouveau septennat, il apparaît que celui-ci sera vraisemblablement marqué par deux préoccupations majeures : asseoir sur des bases solides et durables la sécurité du Congo, faire de la diplomatie congolaise l'un des principaux acteurs de l'intégration régionale. Deux préoccupations étroitement liées puisqu'il ne saurait y avoir de paix, donc de développement durable, dans cette partie de l'Afrique – au demeurant la plus riche et la plus prometteuse du continent –, si les nations de la région ne se regroupent pas au sein d'une communauté dynamique, capable de prendre son destin en mains.

Si notre pays prend aujourd'hui les dispositions nécessaires pour jouer un rôle clé dans cette grande aventure, c'est, d'abord, parce qu'à sa tête se trouve un homme dont l'expérience et le savoir-faire diplomatique ne sont discutés par personne. Ayant réussi à faire taire les armes dans son propre pays, s'étant à maintes reprises et avec succès posé en médiateur dans des conflits apparemment insolubles, ayant de surcroît été reconduit dans ses fonctions par ses concitoyens pour une longue période de temps, Denis Sassou N'Guesso est, de tous les hommes d'État d'Afrique centrale, celui qui peut plaider le mieux la cause de l'intégration régionale ; ne serait-ce que parce qu'il a la conviction, et depuis fort longtemps, que le sort du Congo se jouera là.

Mais il y a plus. Dans la poursuite de ce grand dessein, le chef de l'État congolais n'est pas seul : il a, en effet, autour de lui des hommes de grande expérience qui ont de la scène internationale une connaissance approfondie ; à commencer, bien sûr, par son ministre des Affaires étrangères dont le parcours diplomatique, en tous points remarquable, a fait un excellent interlocuteur pour la communauté internationale ; en poursuivant par des officiers qui, dans des domaines éminemment stratégiques telles que la défense, ont acquis une expérience certaine des mécanismes de la sécurité régionale ; et en soulignant l'existence d'un puissant réseau de relations internationales qui font du Congo un interlocuteur obligé dans de nombreux domaines.

À ceux qui douteraient de la réalité de ce qui précède, nous ne saurions trop conseiller de venir à Brazzaville visiter les bâtiments, achevés ou non, qui ponctuent désormais ses grandes avenues : ministères, institutions, ambassades, aéroport, monuments historiques ; ou de se rendre à Pointe-Noire afin de voir les travaux qui feront dans les années à venir de ce port en eau profonde l'une des plaques-tournantes de l'économie, mais aussi du système de sécurité régionale. Ils comprendront vite que le Congo compte bien peser de tout son poids pour accélérer le mouvement qui se dessine.

Dans une pareille affaire, rien, c'est évident, ne saurait se faire par hasard.

**Les Dépêches de Brazzaville**

**64° SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES**

## Allocution du président Denis Sassou N'Guesso à l'occasion de la session spéciale Onu-REED

«Mesdames et messieurs les chefs d'État et de gouvernement, M. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, Distingués invités, Chers amis,

Sur cinquante-quatre pays africains, trente-quatre sont concernés au plus haut niveau par la déforestation, qui s'exprime par une perte annuelle de 40 000 km<sup>2</sup> de forêts. À ce rythme, en l'absence d'incitations positives prenant en compte les besoins des populations riveraines et sans accompagnement des efforts des pays forestiers en développement pour la conservation et la gestion durable des forêts, celles-ci s'exposeront à terme à une exploitation anarchique accélérée et à une disparition irréversible.

Excellences, Mesdames et messieurs,

Permettez-moi de partager avec vous l'expérience unique des pays du Bassin du Congo en cette matière. En effet, après avoir signé la Déclaration de Yaoundé en 1999, ces pays ont mis en place des politiques harmonisées et coordonnées par la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), traduisant ainsi leur volonté commune de préserver leur biodiversité. Une coalition mondiale, le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC), s'est formée autour cette initiative lancée le 4 septembre 2002, à Johannesburg, par les États-Unis et le Congo.

Depuis lors, douze millions d'hectares de forêts ont été aménagés et quatre millions d'hectares certifiés, assurant ainsi au Bassin du Congo une reconnaissance internationale de la qualité de la gestion d'une partie de plus en plus grande de sa forêt. Mon pays assure, à lui seul, plus de la moitié de ces superficies. Cette tendance va s'accélérer dans les années à venir.

D'autres progrès significatifs ont été accomplis dans la gestion de la faune et de la flore en Afrique centrale, dont le classement d'environ 11% des territoires du Bassin du Congo en aires protégées.

On peut alors affirmer qu'avant d'avoir été identifié et adopté par la communauté internationale comme une mesure importante d'atténuation des effets du changement climatique, le REDD est en action en Afrique centrale et contribue à l'accroissement des stocks forestiers de carbone, grâce à la promotion des



Une vue des participants au sommet ronnementaux.

bonnes pratiques forestières. C'est pourquoi, Monsieur le secrétaire général des Nations unies, nous saluons votre initiative qui consolide le consensus actuel sur le REDD, conformément à la décision 2/CP.13 de la Conférence des parties de Bali.

En associant conservation, gestion durable des forêts et augmentation des stocks de carbone forestier à la déforestation et à la dégradation, nous aboutissons au REDD+, correspondant justement aux activités en cours dans la plupart des pays forestiers. Le REDD+ se résume en une formule gagnante pour le climat, en une réponse efficace et la moins onéreuse pour l'atténuation et en une partie de la solution pour l'adaptation.

Toutefois, s'agissant de la mise en œuvre de ce mécanisme, les trois phases suivantes mériteront d'être soutenues et suivies :  
Premièrement : préparation et renforcement des capacités dans les pays ;  
Deuxièmement : application des mesures et des politiques ;  
Troisièmement : opérationnalisation du ou des mécanismes financiers.

Nous félicitons la Banque mondiale et les Nations unies pour leur soutien au REDD et encourageons le secrétaire général à inclure l'ensemble du Bassin du Congo dans l'initiative Onu - REDD.

Excellences, Mesdames et messieurs,

En incorporant le REDD+ dans son dispositif, le nouvel accord sur le climat devra prévoir des mécanismes financiers incitatifs et souples, garantissant des sources suffisantes, prévisibles et pérennes pour appuyer les politiques de réduction de la pauvreté, conserver la biodiversité et sécuriser les services envi-

Cependant, en attendant l'approfondissement et l'aboutissement des questions méthodologiques liées à diverses démarches générales et mesures d'incitation positive en faveur des pays en développement, un mécanisme financier intérimaire devra être mis en place à Copenhague, notamment pour soutenir les deux premières phases du REDD et les efforts en cours dans ces pays.

À cet égard, l'initiative des gouvernements britannique et norvégien est encourageante et digne d'éloges. Ils ont lancé, l'année dernière, le Fonds pour les forêts du Bassin du Congo et y ont injecté chacun, pour son démarrage, cinquante millions de livres sterling, déposés à la Banque africaine de développement. C'est l'occasion de saluer et de remercier les Premiers ministres Gordon Brown et Jens Stoltenberg pour leur implication personnelle dans cette action, sans oublier le Prix Nobel Wangari Maathai et le Premier ministre Paul Martin, qui administrent collégialement ce fonds.

Je suis convaincu, à cet effet, que bon nombre de partenaires du Bassin du Congo, actuels et futurs, se préparent à leur tour à apporter leur pierre à l'édifice. Les besoins à couvrir pour la préservation du deuxième poumon écologique du monde restent encore énormes et de loin dépassent, hélas, les possibilités de nos États !

Mettre en œuvre le REDD+ pour préserver les forêts tropicales et lutter contre le changement climatique est une question d'engagement et de volonté politiques. C'est plus que jamais le moment d'agir, d'agir vite ; après, il serait trop tard pour tous.

Je vous remercie.»

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)  
Siège social : 84 av. Paul Doumer, Immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 532.01.09  
Bureau de Kinshasa (Rdc) : 606 avenue colonel Ebeya commune de la Gombe  
Tél. (+243) 015 166 200  
Bureau de Paris (France) : 38 rue Vaneau 75007 --  
Tél. : 0033145510280

**DIRECTION**  
Directeur général, Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo  
Directeur technique : Emmanuel Mbengué  
Directrice administrative et financière : Lydie Pongault  
Directeur commercial : Charles Bernard Zodialo  
Directeur de l'informatique et des télécommunications : Gérard Ebami-Sala  
Directrice du Développement : Carole Moine  
Directeur des rédactions : Gankama N'Siah  
I-Rédaction de Brazzaville  
**Société**  
Faustin Akono, chef de service, coordinateur  
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Politique**  
Willy Mbossa, chef de service  
Roger Ngombé, Thierry Nougou

**Économie**  
Guy Gervais Kitina, chef de service  
Guillaume Ondzé, Nancy Loutoumba  
**International**  
Nestor N'Gampoula, chef de service  
Rock Ngassakys, Yvette Nzaba  
**Culture et Arts**  
Jean Dany Ebouélé, chef de service  
Quentin Loubou, Hermione Désirée Goma  
**Sports**  
James Golden Eloué, chef de service  
Charlem Léa Légnoki, Parfait Wilfried Douniama  
**II-Rédaction de Kinshasa**  
**Politique**  
Alain Diasso, Jules Tambwe  
**Économie**  
Laurent Essolomwa  
**Société**  
Lucien Dianzenza

**Culture et arts**  
Nioni Masela  
**Sports**  
Martin Enyimo  
**Infographiste**  
Olivier Nkossi Dayoni  
**Secrétariat**  
Adrienne Londole  
**III-Secrétariat des rédactions**  
Gerry-Gérard Mangondo, chef de service  
Arnaud Bienvenu Zodialo  
**Infographistes**  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa  
**Directrice internationale**  
Bénédicte de Capèle  
**I-Bureau de Paris** : Camille Delourme, Alain-Marie Eliassy, Noël Ndong, Claire Segré

**II-Bureau de Washington** : Boris Khari Ébaka  
**II-Bureau de Rome** : Lucien Mpama  
**Service commercial**  
**Diffusion**  
Delagrée Bemba, Rodrigue Ongagna, Sylvia Addhas, Jules-César Ollebi, Paterna Mbenga  
**Administration et Finances** : Sorel Toukoulou Banoukouta, Chuldron Abira, Sorelle Oba  
**Attachée de presse**  
Béatrice Ysnel  
**Impression**  
**Directeur adjoint** : Paul Kambo  
**Imprimerie ADIAC Les Dépêches de Brazzaville**

GOVERNEMENT

## Georges Moyen entre en possession des clés du ministère de la Santé et de la population

Neuf jours après sa nomination au poste de ministre de la Santé et de la population, le ministre Georges Moyen a pris ses fonctions, le 24 septembre, à Brazzaville, en remplacement de la ministre Émilienne Raoul, appelée à une autre responsabilité ministérielle.

Il a été présenté au nouveau ministre de la Santé et de la population les textes organiques, les moyens roulants acquis, les dossiers inventoriés archivés de mars 2007 à septembre dernier ainsi que ceux en cours de traitement et/ou en instance. L'équipe sortante a également exposé clairement sur la situation financière et budgétaire de ce ministère.

Respectant le rituel administratif, les deux personnalités ont ensuite signé, devant leurs administrés, le compte-rendu de la passation de service. Le ministre entrant aura la lourde responsabilité de réformer de fond en comble ce département ministériel.

Au niveau international, Georges Moyen continuera à travailler avec la Banque mondiale et avec les médecins cubains, dans le cadre de la lutte antivectorielle (contre les moustiques). Il exploitera les négociations sanitaires engagées avec le Nigeria. Le nouveau ministre poursuivra ainsi les négociations avec les institutions sanitaires internationales, dont le but est de mobiliser des fonds. Ces capitaux permettront de mettre

en œuvre le Programme de développement des services de santé.

Sur le plan national, le ministre entrant poursuivra les œuvres amorcées personnellement par le président de la République, notamment celles consistant à rendre effective la gratuité du traitement antipaludique, du dépistage du VIH/sida et des examens biologiques. Le ministre devra organiser, par ailleurs, des tables rondes sur les déterminants socio-économiques de la santé, sur les évacuations sanitaires des Congolais à l'étranger, sur le renforcement du plateau technique du corps soignant et sur le dépistage néonatal de la drépanocytose. Enfin, Georges Moyen aura la lourde



Les ministres Émilienne Raoul et Georges Moyen signant le procès verbal

responsabilité de mettre en place, au Congo, un laboratoire de contrôle de qualité des médicaments en provenance de l'étranger. Quant à la décentralisation des services de santé, la question sera réactualisée. Une fois cette question résolue, les élus locaux joueront pleinement leur rôle sanitaire transféré par le pouvoir central.

Au terme de la cérémonie, Georges Moyen

a déclaré être « déterminé à accomplir les missions dévolues à son département, conformément aux orientations consignées dans le programme de société le "Chemin d'avenir" ». Il compte aussi sur la « collaboration soutenue, en plus de la solidarité et de l'esprit d'équipe des membres du gouvernement ».

Fortuné Ibara

## Henri Ossebi passe le relais à Ange Antoine Abena

C'est le 24 septembre, à Brazzaville, que le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, Ange Antoine Abena, a pris officiellement ses fonctions. Il remplace à ce poste Henri Ossebi, appelé à d'autres fonctions ministérielles.

Après la présentation par le ministre sortant des dossiers sur la réglementation et le fonctionnement du ministère et de l'Université Marien Ngouabi, les deux personnalités ont procédé à la signature du procès verbal.

Ange Antoine Abena aura à gérer à chaud le dossier de la grève des étudiants de la faculté des lettres et des sciences humaines qui s'opposent à la réforme des examens et des sessions. À ce sujet, Henri Ossebi a commenté : « Dans un pays démocratique, la grève n'est pas un événement extraordinaire. La grève est souvent la forme de lutte extrême que l'on utilise lorsque les négociations n'ont pas abouti ».

La lutte contre la corruption à l'université et la liste des ouvrages en hommage au regretté écrivain Jean Baptiste Tati Loutard seront également à l'ordre du jour des questions à traiter par le ministre entrant.



Henri Ossebi et Ange Antoine Abena

Le nouveau ministre s'attellera aussi aux dossiers internationaux, dont celui de l'Unesco, la coopération entre les universités Marien Ngouabi et de la République de Cuba et enfin celui des relations de l'université avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest.

Les dossiers prioritaires seront les premiers abordés et les dossiers classiques suivront, a promis Ange Antoine Abena.

Tiras Andang et Fortuné Ibara

## Gaston Gapo succède à Josué Rodrigue Nguonimba

La cérémonie de passation de service entre le ministre délégué sortant à l'Aménagement du territoire, Gaston Gapo, et le son successeur auprès du ministre d'État, coordonnateur du pôle économique, ministre du Plan, de l'aménagement du territoire et de l'intégration, Josué Rodrigue Nguonimba, s'est déroulée, le 24 septembre. La cérémonie a eu lieu dans les locaux du ministère, en présence des représentants du cabinet du chef de l'État, du secrétariat général du gouvernement et du personnel du département. Dressant l'état des lieux de ce ministère qu'il a géré durant vingt mois, Gaston Gapo a reconnu que le Congo a atteint une étape décisive. Pour lui, l'aménagement du territoire se trouve parmi les départements-clés du Congo et nécessite un personnel digne. « C'est donc à vous que revient la responsabilité d'animer ce département. Je demanderai aux cadres de l'aménagement du territoire d'être tou-

jours disponibles afin que le travail déjà enclenché soit bien exécuté. Je serai toujours à votre portée car nous formons déjà un socle », a-t-il ajouté.

Josué Rodrigue Nguonimba s'est dit confiant d'assurer cette lourde tâche que le chef de l'État lui a confiée, ayant au-dessus de lui un ministre d'État qui ne manquera pas de lui prodiguer des conseils pour la bonne marche du département.

« C'est ensemble que nous allons construire et la réussite sera un honneur pour tous les cadres du département. Nous avons un grand défi à relever, notamment celui de respecter les engagements du président de la République afin que les promesses qu'il a prises devant le peuple congolais soient réalisées. Pour ce faire, nous poursuivrons les activités déjà initiées par notre prédécesseur », a indiqué Josué Rodrigue Nguonimba.

Rock Gassakys

LE FAIT DU JOUR

## La voix du Congo et de l'Afrique

En marge de la soixante-quatrième assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (Onu) qui se tient à New York, aux États-Unis, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gouesso, a porté la voix de son pays et de l'Afrique, lors d'une session spéciale Onu-REDD (1).

Le thème sur lequel intervenait le chef de l'État congolais est, comme chacun sait, d'une actualité brûlante : le développement durable. Une pensée noble qui englobe, au fond, toutes sortes d'initiatives et d'engagements autour des notions puisées dans la « grande » crainte mondiale que suscite aujourd'hui le changement climatique. Dans cette « grande » crainte du lendemain, les discussions consacrées aux politiques de conservation et de préservation des forêts occupent une place de choix.

Au regard donc des besoins des généra-

tions présentes, qui sont aussi immenses que pressantes, nos terres surexploitées, nos forêts plus que dévastées, nos maigres océans, rivières et cours d'eau dévasés seront-ils en mesure de nous satisfaire tous et de pouvoir tenir le coup en faveur des générations futures ? En d'autres termes, quelles sont les meilleures précautions à prendre, maintenant que le débat est sur la table, afin que les conséquences d'une course effrénée vers le profit ne mettent pas à mal la survie des générations de demain ?

Tel est l'épicentre de ce débat essentiel et existentiel à l'aune des préoccupations des États et de la communauté internationale. En la circonstance, l'élaboration des seuls concepts ne suffit plus : il importe de les soutenir et de les rentabiliser. Il importe d'y affecter des moyens financiers adéquats pour que leur mise en œuvre soit bénéfique à l'humanité.

Denis Sassou N'Gouesso a expliqué le phénomène dans son discours en indiquant à ses pairs, parmi lesquels les représentants des pays riches, et aux diplomates onusiens, dont le secrétaire général, Ban Ki-moon, combien le sujet préoccupe spécifiquement l'Afrique depuis une bonne décennie.

La Commission des forêts d'Afrique centrale, puis le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo sont les plus marquantes des initiatives prises en ce sens avec l'apport de pays d'Europe et d'Amérique. Pourtant, il n'est pas certain, en dépit de discours officiels souvent prononcés dans les instances internationales, que les financements espérés en faveur de la gestion durable des aires protégées d'Afrique aient été débloqués avec le même enthousiasme par les « Grands » de ce monde. À l'heure où, c'est évidemment la preuve que la ques-

tion est préoccupante, les experts à travers l'Onu ne faiblissent pas dans la recherche de voies et moyens pour préserver la biodiversité, il faut, dans le cadre du REDD, multiplier les appels en direction des donateurs.

Dans la mesure où il s'agit d'investir pour un bien commun à toute l'humanité, il ne s'agit nullement d'une demande d'aumône de pays pauvres adressée aux pays riches. Il s'agit pour ce monde globalisé de savoir prendre une décision historique : continuer à vivre en harmonie avec la nature ou non.

Gankama N'Siah

(1) REDD : « Ressources pour le développement durable ». Programme lancé en septembre 2008 par l'Onu pour lutter contre la déforestation dans le monde et qui autorise les pays riches à payer pour que les pays pauvres protègent leurs forêts.





## Sécurisez le répertoire de votre carte SIM

Gardez à l'abri le contenu du répertoire de votre carte SIM en le sauvegardant au fur et à mesure, depuis votre téléphone sur le serveur MTN.

Récupérez vos contacts à tout moment en cas de perte, de vol de votre portable et/ou de votre carte SIM.

Demandez votre nouvelle carte SIM 128k pour avoir accès à MTN Sauvegarde. Pour plus d'informations rendez vous dans notre agence MTN la plus proche, contactez notre service client au 666 01 23 ou visitez notre site web: [www.mtncongo.net](http://www.mtncongo.net)

MTN Sauvegarde



GOVERNEMENT

# Les missions du nouveau ministre de la Défense



Les ministres Jacques Yvon Ndolou et Charles Zacharie Bowao ainsi que de hauts cadres militaires

L'ouverture imminente de l'École nationale de génie travaux, l'élaboration de la loi de programmation militaire 2010-2012, la poursuite de l'expérimentation de la nouvelle fonction administrative et financière dans les corps de troupe, l'évaluation de la réorganisation des forces armées congolaises, de la gendarmerie nationale et de l'administration centrale et enfin la préparation du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo, telles sont les missions que le nouveau ministre de la Défense, Charles Zacharie Bowao, a reçues dans le dossier transmis par son prédécesseur, Jacques-Yvon Ndolou.

La passation de service entre les deux personnalités a eu lieu, le 24 septembre, dans les locaux du ministère de la Défense, en présence des autorités militaires et civiles. Ont également pris part à cette cérémonie, le représentant de la maison militaire du chef de l'État, le représentant du secrétariat général du gouvernement et les conseillers du ministre sortant.

Après lecture et signature du procès verbal, Jacques-Yvon Ndolou a rendu hommage à tous les militaires qui, en dépit des difficultés rencontrées, ont toujours fait preuve de disponibilité et de professionnalisme dans l'accomplissement de leurs missions. «*J'exhorte les autorités militaires à tous les niveaux de responsabilité à continuer à travailler dans la cohésion et à assister avec enthousiasme, détermination et loyauté le nouveau ministre dans l'exercice de sa délicate fonction*», a-t-il indiqué.

À son tour, Charles Zacharie Bowao a remercié son prédécesseur et lui a adressé ses félicitations pour le travail accompli, tout en lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles fonctions. «*Nous travaillons ensemble ; nous transpirerons ensemble ; nous allons "cra-pahuter" ensemble. Je serai avec vous partout où le sens du devoir l'imposera. Il est temps que la défense nationale serve de catalyseur dans le passage tant recherché de l'espérance à la postérité retrouvée qui ouvrira notre pays à une économie de l'offre. C'est là que se trouve la place de la défense nationale*», a-t-il indiqué.

Peu avant cette cérémonie, les deux ministres ont examiné les dossiers concernant le cadre juridique d'organisation et de fonctionnement du ministère ainsi que du cabinet et ont fait le point sur le personnel, les matériels, la situation financière, les dossiers en cours de traitement et les activités du cabinet.

Guillaume Ondzé

## PROCESSUS DE PAIX DANS LE POOL

### L'absence du vice-président entraîne le report de la réunion du comité ad hoc

Prévue le 25 septembre à Brazzaville, la réunion du comité ad hoc de suivi des engagements des 16 et 17 mars 2003 pour la paix dans le département du Pool a été reportée à une date ultérieure. Elle n'a pu se tenir en raison de l'absence de son vice-président, Sylvain Richard Bintsamou, représentant de Frédéric Bintsamou, alias révérend Pasteur Ntoumi. L'ordre du jour prévoyait le compte rendu du Haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants (HCREC) et l'examen de la lettre du président du Conseil national des républicains (CNR), relative au recrutement de deux cent cinquante ex-combattants dans la force publique.

Avant d'examiner les points retenus, le président de la séance, Florent Tsiba, a notifié la représentativité des parties, notamment l'absence de certaines personnalités parmi lesquelles Sylvain Richard Bintsamou, vice-président du comité ad hoc et représentant du président du CNR. Selon lui, il était nécessaire que le représentant personnel du CNR fût présent car, a-t-il ajouté, ce recrutement est un engagement personnel de

Frédéric Bintsamou.

En ce qui concerne les raisons justifiant cette absence, les représentants du CNR ont évoqué des convenances personnelles. «*Sa présence aurait eu un impact à cette réunion. Nous allons essayer de corriger ce désagrément afin de tenir une prochaine rencontre. La décision du report est judicieuse. Il est important que nous en terminions avec cette histoire de paix, surtout qu'il y a un nouveau mandat pour le président de la République*», a déclaré Joseph Mbizi, membre de la délégation du CNR.

Le conseiller du ministre d'État, coordonnateur du pôle des infrastructures de base, Urbain Bassimba Boukono, a, quant à lui, indiqué : «*Nous attendons de discuter avec le représentant personnel de Ntoumi de façon définitive, afin que l'on arrête l'insécurité qui prévaut sur le tronçon Kimbédi-Brazzaville. Pour arrêter ce désordre, il faut débattre de ces questions de façon ferme et trancher définitivement. L'État doit reprendre son pouvoir régalien*».

Willy Mbossa et Nancy France Loutoumba

## PORTRAITS DES NOUVEAUX MINISTRES

### Qui est Claudine Munari ?

La nouvelle ministre du Commerce et des approvisionnements, Claudine Munari, n'est pas une inconnue. Depuis le 4 septembre 2007, elle siège à l'Assemblée nationale, en tant que deuxième secrétaire.



Cette femme d'une cinquantaine d'années est mère de quatre enfants et fille d'un ancien cadre des services agricoles. Elle est détentrice d'un baccalauréat série D et d'un DESS en économétrie (méthode d'analyse des données, recherche des corrélations permettant l'étude et la prévision des

phénomènes économiques). Claudine Munari, de son nom de jeune fille Claudine Mabonzo, a travaillé en France, entre 1976 à 1981. Successivement en qualité de chargée d'études chez le constructeur automobile Citroën, puis comme assistante du directeur financier dans une entreprise des travaux publics. Par la suite, en 1982, elle est retournée au pays, pour occuper les fonctions de directrice administrative et financière du bureau d'études français CIATA, jusqu'en 1991.

À partir de 1991, elle fait ses débuts en politique. Au cours de la Conférence nationale souveraine qui se tient à Brazzaville, elle rencontre l'ancien président Pascal Lissouba. Ce dernier, après avoir créé son parti, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) nomme Munari concomitamment, assistante du président de l'Upads, chargée des finances et du matériel

du parti pour se substituer, quelques mois plus tard, directrice du cabinet du président de la République.

Plus tard, elle crée l'association femme 2000 ; une organisation non gouvernementale de développement. À travers cette association, Claudine Munari a voulu apporter aux femmes un accompagnement pour l'amélioration de leur mode de vie socio-économique. La jeunesse n'est pas restée en marge. Ainsi, en 2003, fut créé l'Institut de hautes études de management.

Claudine Munari se présente aux élections législatives de 2002 dans sa circonscription de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza. Elle est élue dès le premier tour du scrutin et reconfirmée en 2007. C'est à cette période qu'elle crée un parti politique, le Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail. Le 15 septembre dernier, Claudine Munari est nommée par le président Denis Sassou N'Guesso au poste de ministre du Commerce et des approvisionnements.

Nancy France Loutoumba

### Josué Rodrigue Nguonimba, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'intégration

Le premier gouvernement du second septennat du président réélu, Denis Sassou N'Guesso, est connu depuis le 15 septembre. Il compte trente-sept membres, parmi lesquels Josué Rodrigue Nguonimba, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'Économie, du plan, de l'aménagement du territoire et de l'intégration, chargé de l'Aménagement du territoire et de l'intégration. Le nouveau promu est né le 17 février 1963. Il parle l'anglais et le français et est diplômé d'architecture de l'université de Constantine,

en Algérie. Son expérience professionnelle est fournie. Il a été, entre autres, directeur général de l'Atelier d'architecture et d'urbanisme-conseil de Brazzaville et de Pointe-Noire ; directeur du cabinet Nguonimba de Brazzaville ; conseiller à la coopération et au développement au ministère de l'Agriculture et de l'élevage ; chargé de projets et chef de service à la mairie centrale de Brazzaville.

Willy Mbossa



### Georges Moyen, ministre de la Santé et de la population

C'est à l'âge de cinquante-sept ans que le Pr Georges Moyen a été nommé par décret présidentiel, le 15 septembre, ministre de la Santé et de la population. Praticien des hôpitaux et professeur des universités, le ministre Georges Moyen est marié et père de sept enfants.

Après avoir publié plus de cent cinquante articles dans des revues scientifiques internationales couvrant les domaines de la pédiatrie, de l'inféctiologie, de la cardiologie, de l'hépatogastro-entérologie et de la santé publique, Georges Moyen obtint avec brio du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), en juillet 1999, le titre de professeur de pédiatrie. En novembre 1994, cette même institution le reconnaissait agrégé de médecine, option pédiatrie. En 1985, il obtenait à Dakar, au Sénégal, le certificat d'études spéciales (CES) de pédiatrie. En 1983, Georges Moyen brigua avec succès son docto-



rat d'État en médecine à l'université Cheikh-Antadiop, toujours au Sénégal.

Le Pr Moyen a eu le privilège d'occuper plusieurs fonctions dans le passé : depuis 2009, président du comité consultatif du Cames ; en 2008, président de jury d'agrégation à Brazzaville ; en 2007, directeur du CES de pédiatrie ; en 2005, vice-

président pour l'Afrique centrale de la Conférence des recteurs des pays membres du Cames ; depuis 2003, recteur de l'université Marien Ngouabi ; de 1999 à 2002, jury du comité technique spécialisé, vice-président de la Société de pédiatrie d'Afrique centrale ; en 1992, chef du service des soins intensifs pédiatriques au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville ; en 1993, président des associations et sociétés de pédiatrie en Afrique ; en juillet 1999, doyen de la faculté des sciences de la santé ; en 1987, président des associations de pédiatrie d'Afrique noire francophone.

Pour ses mérites, Georges Moyen a été distingué plusieurs fois : en 2004, chevalier des palmes académiques du Cames ; en 1998, chevalier de l'Ordre du mérite congolais et enfin officier dans l'Ordre du mérite français.

Fortuné Ibara & Tiras Andang

## MINISTÈRE DU PLAN

# Olivier Kamitatu veut quitter le gouvernement

**L'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) et son autorité morale, Olivier Kamitatu Etsou, se disent prêtes à se retirer du gouvernement et à initier une motion de défiance contre le Premier ministre, Adolphe Muzito «en vue de donner une chance à la jeunesse congolaise». C'est ce qu'ont indiqué les sources proches du ministre du Plan de la République démocratique du Congo (RDC).**

Ce parti politique membre l'Alliance de la majorité présidentielle (AMP) dénonce l'immobilisme au sein de ce groupement politique, l'absence de débat et des réunions, la jouissance de certains membres ainsi que la négligence des alliances structurelles au profit des coalitions conjoncturelles. Ce qui ne met pas, selon l'ARC, le gouvernement actuel devant ses responsabilités. L'indignation de ce parti face à «l'incapacité du gouvernement Muzito de répondre aux aspirations des Congolais» a, en effet, quitté depuis peu le cercle politique pour s'étaler sur la place publique, notamment le 19 septembre dernier, à l'occasion de l'inauguration du siège de ce mouvement dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa. La déclaration politique faite par le

vice-président intérimaire de ce parti et le discours de l'autorité morale de l'ARC ont laissé transparaître ce malaise qui couve au sein de l'exécutif national et de l'AMP. «Nous avons le devoir de rester loyal à la coalition, à l'AMP et à son autorité morale, mais nous avons également le devoir de dénoncer l'immobilisme, de combattre les résistances, de s'opposer aux dérives et d'en finir avec les privilèges pour –précisément– sauver notre majorité et lui assurer un avenir», a indiqué Olivier Kamitatu. Pour lui, rester silencieux serait trahir l'idéal pour lequel il s'est engagé. «En maintenant intacte notre capacité d'indignation, nous demeurons dans la ligne d'un projet de société qui nous invite, en toutes circonstances,

à faire appel aux valeurs chrétiennes de solidarité», a poursuivi l'autorité morale de l'ARC. Dénonçant l'immobilisme de l'AMP et du gouvernement Muzito, Olivier Kamitatu révèle que le débat n'a pas de place au sein de cette structure politique qui ne tient même pas des réunions. À son avis, cette alliance qui a permis au chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, de se faire élire au deuxième tour, est incapable, à ce jour, de capitaliser les atouts qu'elle possède. Ce qui l'amène à conseiller une restructuration qui a fait défaut depuis la constitution de cette entente. Ce réaménagement permettra au président de la République, à l'en croire, «de s'entourer des personnes déterminées, ayant une volonté et des ambitions de faire de la RDC

un pays fort et prospère». Olivier Kamitatu estime que rien ne montre que cette structure est engagée dans la voie du progrès et de la justice sociale. «Beaucoup de chantiers se sont ouverts, de grandes réformes ont été adoptées mais concrètement, les effets positifs tardent malheureusement à venir», a fait remarquer le ministre du Plan. «Nous, qui parmi les premiers, avons fait le choix du président Kabila, devons avoir le courage - à nouveau - de nous mobiliser pour concrétiser la vision du chef de l'État et refuser des égarements trop souvent constatés dans la gestion approximative de nombre de dossiers», a avoué l'autorité morale de l'ARC. Dans sa démarche, l'ARC, loin de transformer cette discordance en

conflit identitaire, fait une nette différence entre les alliances structurelles et les alliances conjoncturelles. Pour ce parti politique, les raisons des premières coalitions citées demeurent jusqu'à ce jour alors que les seconds rapprochements ont perdu toute leur essence. C'est dans ce sens qu'il pose la question de savoir si, lors des élections prochaines, le Parti lumumbiste unifié, par exemple, pourrait soutenir le même discours que ceux tenus pendant les campagnes du premier et du second tour de l'élection présidentielle de 2006. «Il y avait, d'ailleurs, un écart incommensurable entre ces deux discours tenus par le parti pour cette présidentielle», indiquent les sources proches d'Olivier Kamitatu.

Lucien Dianzenza

## ARRESTATION D'UN DÉPUTÉ MLC AU RWANDA

# Évariste Boshab demande des comptes à Thambwe Mwamba

**L'affaire du député MLC (Mouvement de libération du Congo), arrêté au Rwanda, continue de défrayer la chronique. Le bureau de l'Assemblée nationale attend toujours désespérément la suite d'une requête initiée auprès du ministre des Affaires étrangères, en rapport avec ce dossier.**

L'Assemblée nationale a été officiellement saisie au cours de sa séance plénière du 25 septembre, par le biais d'une motion d'information initiée par le député Thomas Luhaka, du cas de l'arrestation, au Rwanda, du député Baudouin Dunia Baharanyi, élu du territoire de Masisi, au Nord-Kivu, et membre du groupe parlementaire du MLC. Rappelant les circonstances de l'incarcération de ce député national, l'intervenant a confirmé le fait que le concerné avait eu quelques démêlés avec une banque rwandaise. Il a ajouté qu'à la suite d'une attestation émise par cette banque confirmant que son client n'avait plus aucune dette vis-à-vis de son institution, «il n'existait plus aucun différend financier entre les deux parties». Le secrétaire exécutif national du MLC n'a pas manqué de manifester son dépit face au mandat d'arrêt émis par un procureur rwandais contre le député Dunia Bakarani, en violation des conventions et prescrits internationaux en la matière. D'où, a-t-il dit, le MLC voudrait obtenir une implication ferme de l'Assemblée na-

tionale tout en enjoignant le ministre des Affaires étrangères de s'enquérir illico presto du sort de l'intéressé. Réagissant à la requête du MLC, le président de l'Assemblée nationale, Évariste Boshab, a révélé quelques actions menées par son bureau pour tirer cette affaire au clair. Il a indiqué à ce sujet qu'une correspondance avait été adressée au ministre des Affaires étrangères, Thambwe Mwamba, qui tarde encore à réagir. «Nous attendons que le ministre des Affaires étrangères nous réponde car, nous lui avons écrit en bonne et due forme», a lâché Évariste Boshab. Et il a précisé qu'à son niveau, il est entré en contact téléphonique avec la présidente de l'Assemblée nationale rwandaise. Cette dernière, a-t-il expliqué, lui a rassuré d'obtenir l'allègement des conditions de détention du prisonnier non sans manifester quelques réticences à s'interposer dans un dossier à caractère judiciaire.

### Un calendrier ouvert

Par ailleurs, au cours de cette

séance plénière, les députés ont examiné et adopté le projet de calendrier des travaux de la session de septembre ainsi que la répartition des matières y afférentes. Le calendrier de travail adopté est structuré autour de soixante-treize matières classées en cinq rubriques dont les arrières, les nouvelles matières et autres. Ce calendrier prévoit notamment des matières relatives à la réforme de l'État (justice, administration publique, sécurité, etc.) et leur examen s'exécutera au regard des priorités de l'État. Toutefois, ce calendrier reste ouvert étant entendu que certaines matières devraient éventuellement s'y ajouter au fur et à mesure. En ce qui concerne la motion de défiance contre le Premier ministre, Adolphe Muzito, elle a été versée dans la rubrique «contrôle parlementaire». D'où les appréhensions exprimées par le député Clément Nkanku qui craint que ce sujet ne soit dilué dans des considérations d'ordre général sans bénéficier de l'urgence et de l'attention qu'il requiert de part sa sensibilité.

Alain Diasso

## OPPOSITION

# L'ODR en quête d'une alternative au poste de porte-parole

**Le secrétaire général du Mouvement de libération du Congo (MLC), François Mwamba, et le président de l'Ordre des démocrates républicains (ODR), une plate-forme de l'opposition, se sont livrés, le week-end dernier - par médias interposés - à une vive polémique autour de la désignation de Jean Pierre Bemba en qualité de porte-parole de l'opposition.**

Le processus de désignation du porte-parole de l'opposition vient d'être révisé à la faveur d'une récente prise de position de l'ODR, exprimée au cours d'un point de presse par son président, Roger Lumbala. Pour lui, il est temps que l'opposition arrête de continuer à faire une fixation sur la personne de Jean Pierre Bemba au poste de porte-parole de ce groupement. Roger Lumbala qui se veut réaliste pense qu'il faut chercher d'autres voies de sortie pour contourner la difficulté imposée par l'incarcération prolongée du leader du MLC à la Haye. «Allons-nous sacrifier notre peuple ? Nous devons évoluer dans nos réflexions en mettant en place un cadre de réflexion susceptible d'entrevoir des alternatives capables d'assurer le fonctionnement de l'opposition. Il est plus que temps que l'opposition s'organise», a-t-il déclaré, en substance, convaincu de la justesse de ses convictions.

Jean Pierre Bemba étant toujours maintenu à la Haye, le président de l'ODR est d'avis qu'il faille miser sur d'autres cartes pour briguer ce poste. À ceux qui lui prêtent quelques ambitions dans le sens d'évincer Jean Pierre Bemba à ce poste, Roger Lumbala déclare ne pas être candidat. Une prise de position que ne partage cependant pas le secrétaire général du MLC qui continue de considérer Jean Pierre Bemba comme le candidat naturel de l'opposition. Comme arguments, François Mwamba évoque, entre autres, les scores réalisés par son parti (42%) au deuxième tour de la présidentielle de 2006 en plus du fait qu'il dispose de soixante-quatre députés nationaux et quinze sénateurs. Ce qui, dans son entendement, devrait logiquement légitimer le leadership du MLC au sein de l'opposition et, par voie de conséquence, assurer le plébiscite de son président au poste de porte-parole de l'opposition. «Jean Pierre Bemba n'est pas condamné et n'a pas démissionné. Lorsqu'il ne pourra plus jouir de tous ses droits, le MLC verra dans quelle mesure présenter un autre candidat», a déclaré François Mwamba sur une chaîne locale. Cette controverse autour de la désignation du porte-parole de l'opposition étale, si besoin en était encore, toute la difficulté qu'éprouve le MLC à rallier toute l'opposition autour de la candidature unique de Jean Pierre Bemba au poste de porte-parole de l'opposition tant convoité.

A.D.



## REMOUS SOCIAUX

## Des mouvements de grève annoncés à la Fonction publique et dans des hôpitaux d'État

Des remous ont été signalés tout au long du week-end dernier au sein de la Fonction publique et de l'administration des hôpitaux publics. La situation pourrait dégénérer au courant de la semaine à la Fonction publique avec la confirmation pour le 30 septembre, d'un sit in devant les bureaux du Premier ministre, Adolphe Muzito.

Les syndicalistes entendent ainsi protester vigoureusement contre le retard qu'ils jugent inexplicable de la mise en place de la Commission appelée à revisiter les ordonnances présidentielles portant sur la nomination, la révocation et les mises à la retraite des agents de carrière de l'administration. Les fonctionnaires ont affirmé que le début des discussions n'a pas encore démarré, un mois après l'accord du Premier ministre pour sa création. Entre temps, les événements se sont enchaînés avec l'installation des secrétaires généraux par un arrêté du ministre de la Fonction publique, Michel Botoro, qui essuie les sévères critiques des syndicalistes pour ce retard. Ces derniers ne se sont pas arrêtés à leur simple mécontentement mais ont aussi rappelé au ministre, le 25 septembre, la nécessité de mettre en exécution l'ordre d'Adolphe Muzito. L'option retenue par la force syndicale est de maintenir la

pression sur le gouvernement.

Le ton monte également au niveau de l'administration des hôpitaux publics. Le personnel a dénoncé une politique de deux poids deux mesures du gouvernement qui fait avancer le dossier des médecins et laisse traîner celui des administratifs. Les syndicalistes ont affirmé craindre d'être surpris à la dernière minute car le dossier a bien évolué pour les médecins s'il faut se référer au système de paie qui laisse entrevoir des perspectives heureuses pour le mois d'octobre alors que le personnel administratif peut se retrouver dans une situation de non-exécution, a fait remarquer leur syndicat. Celui-ci a affirmé être prêt à engager des actions dès la semaine qui commence pour faire pression sur le gouvernement. Le syndicat a rappelé qu'il n'a jamais été question de lever totalement la grève qui a paralysé les hôpitaux publics ces dernières semaines.

Le personnel administratif a promis qu'il ne lésinera pas sur les moyens car, en son temps, il était question de sceller les bureaux pour faire pression. Tout au long de cette semaine, les délégués vont commencer à sensibiliser les membres. Le syndicat projette la transmission des correspondances aux autorités du pays dans la même semaine pour leur communiquer les délais arrêtés. Jusque-là, le personnel administratif n'a appliqué qu'un sursis à sa menace de débrayer. Sa dernière réunion a abouti à la réaffirmation de l'intérêt de poser des actions de terrain pour contraindre le gouvernement à dévoiler ses objectifs et ainsi éviter que la situation ne dégénère. Les administratifs ont demandé au président de la République de se déterminer sur cette question pour que le gouvernement applique ses recommandations d'autant que rien n'a été mis en place.

Laurent Essolomwa

## ENVIRONNEMENT

## Les écoliers kinois participent à la campagne «Nettoyons la terre»

L'organisation non gouvernementale (ONG) Les Amis de la nature et des jardins (ANJ) a poursuivi, le 25 septembre, son opération «Nettoyons notre cour de récréation», qui s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale «Nettoyons la terre» et dans le cycle des journées dédiées à la lutte contre le changement climatique.

La chargée de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement de cette ONG, Anny Mandungu, et son équipe ont ciblé, le 25 septembre, l'Institut Salongo de la commune de Bandalungwa, le Groupe scolaire Les Eucalyptus de Mont-Ngafula, l'école primaire VIII Yolo, dans la commune de Kalamu ainsi que l'école primaire I Ndolo ou le Complexe scolaire Jean-Bosco, dans la municipalité de Barumbu. Dans ces écoles, cette équipe de l'ANJ a amené les élèves à débarrasser les cours de leurs établissements de tous les sachets et autres «ennemis de la nature» ainsi que de toutes les immondices. Dans le cadre de cette campagne qui durera une année dans les écoles de Kinshasa et dans l'optique du Réseau de clubs nature et environnement créé dans ces établissements, ces écoliers ont pris l'engagement de garder la cour de récréation propre et à faire de même pour tout leur environnement et pendant toute leur vie. «Les cours de récréation avaient réellement besoin qu'on s'occupe d'elles! Les élèves, les enseignants, les responsables, bref, tous les usagers desdites cours sont prêts à tout faire pour que leur cour respective soit numéro un!»,

s'est réjoui la chargée de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement de l'ANJ.

À côté de cette action de nettoyage de la cour de récréation, l'ANJ a également appris à ces élèves à planter des arbres et à assainir leurs milieux. Ces derniers sont, à en croire Anny Mandungu, indispensables pour la survie de l'homme sur la terre. Les élèves, encadrés par leurs enseignants, se sont engagés solennellement à soigner leur cour et leurs nouveaux arbres.

Après toutes ces activités, l'ANJ a conduit les élèves à poser un autre acte, bénéfique pour la vie, le nettoyage des mains. Ici également, Anny Mandungu a insisté pour que soient respectées les règles d'hygiène qui puissent empêcher la transmission de certains microbes. Le but de toutes ces activités, selon ce cadre de l'ANJ, est «d'amener ces élèves à poser des actes qui puissent sauver la terre et de faire d'eux, des ambassadeurs de l'environnement».

L'ANJ avait commencé ces activités le 21 septembre, pour les clôturer le 25 septembre, avec le premier volet lié à l'assainissement qui correspond à la fin d'activités de la campagne sur le plan

international. Pour Anny Mandungu, ces activités doivent être intégrées dans la vie de tous les jours de façon à garder l'environnement toujours propre. «Nous avons choisi l'école pour que cet exemple atteigne les familles et les quartiers. Ce qui permettra à nos villes d'être propres», a indiqué la chargée de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement de l'ANJ.

L'ANJ a également procédé aux mêmes activités à l'école primaire III Kintambo, l'Institut Bobokoli, école primaire II Lisala, à Kasa-Vubu, école primaire II Ngaba et l'Institut Saint-Vincent de Paul, à Ndjili, etc. La Régie d'assainissement et des travaux publics de Kinshasa avait, pour sa part, rendu disponibles des poubelles que cette ONG a installées dans des écoles-partenaires.

Rappelons que l'ANJ organise de nombreuses activités dans le domaine de la protection de l'environnement avec les écoles de Kinshasa. Dans cette optique, de nombreux établissements scolaires sont devenus des «écoles eco-citoyennes», par leur participation à ces activités et leur engagement à lutter pour la sauvegarde de l'environnement.

Lucien Dianzenza

## FLAMBÉE DES PRIX SUR LE MARCHÉ

## Une stabilisation sectorielle en vue suite à un accord RDC-FAO-Union européenne

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) s'est félicité, le week-end dernier, de la signature d'un accord engageant le pays, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne pour un montant évalué au moins à dix millions d'euros.

Le ministre de la Coopération régionale, Raymond Tshibanda, a assisté à la signature de cet accord qui vise à apporter une bouffée d'oxygène à des familles habitant dans les zones périphériques du pays. Il s'agit d'au moins trente-six mille familles ciblées à Mbuji-Mayi, au Kasai oriental, à Kananga, au Kasai occidental, à Kisangani, en Province orientale, à Kindu, au Maniema, et à Kalemie et Lubumbashi, dans la province du Katanga sans compter les cinquante-trois territoires administratifs. Raymond Tshibanda a encouragé la coopération financière et technique entre son pays et ces deux partenaires car ils viennent en appui aux efforts du gouvernement d'engager le développement endogène des provinces de la RDC. Les premiers objectifs arrêtés sont d'arriver à mettre fin à la rareté des produits de première nécessité. Le gouvernement et ses partenaires au développement vont s'atteler à lutter contre l'insécurité alimentaire surtout après les effets dévastateurs de la crise financière dans les économies aussi fragiles que celle de la RDC. Tout en rappelant les objectifs du pays, le ministre a confirmé qu'il s'agit d'un projet appelé à s'étendre durant une période dépassant les dix-huit mois. Ces engagements des partenaires de la RDC sont le résultat de la dernière conférence de haut niveau organisée dans la ville de Rome, en Italie, au cours de laquelle la Commission européenne s'est engagée à intervenir dans le cadre des projets d'urgence visant à apporter un appui à la sécurité alimentaire.

L.E.

## FESTIVAL INTERNATIONAL «100% RUMBA»

## Fally Ipupa, JB Mpiana, Werrason et Ferre Gola attendus à Abidjan

La première édition du Festival international de rumba dénommé «100% Rumba» se tiendra, du 6 au 7 novembre prochain, à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Fally Ipupa, JB Mpiana, Werrason et Ferre Gola sont les stars congolaises associées à cette rencontre organisée à l'initiative des Productions Goal, en collaboration avec Prestacom.

L'opérateur culturel Zacharie Bababaswe accompagnera les stars de la rumba congolaise à cet événement musical de portée africaine. Ce dernier est commis à l'animation d'un symposium autour de la rumba. Par ailleurs, cette réunion et les concerts des artistes venus de différents pays africains ne seront pas les seules rencontres culturelles de ces assises. Une exposition photo destinée à mettre en lumière les grandes figures de cette musique qui a dépassé les frontières congolaises et un concours vestimentaire sont également à l'affiche.

Selon le président du Festival, Adama Guebre, Abidjan accueillera «un rendez-vous unique en son genre qui propose aux Ivoiriens l'occasion de s'immerger totalement dans ce style de musique assez particulier dans toute sa diversité». D'autre part, il affirme percevoir ainsi «une opportunité nouvelle d'enrichir, à partir d'Abidjan, l'univers musical Eburnéen d'un apport nouveau».

Signalons que la capitale ivoirienne est considérée à ce jour comme la plaque tournante du show-biz africain en raison de sa sensibilité cosmopolite. 100% Rumba est une occasion offerte aux Ivoiriens de s'imprégner encore plus de ce style qui a fait ses preuves bien au-delà de l'univers africain. L'adhésion et la participation des quatre stars congolaises à ce premier Festival est la preuve de leur engagement à apporter leur pierre en vue de la réussite de l'événement. Adama Guebre a, de ce fait, précisé que «tous ces artistes ont adhéré au projet et sont prêts à faire chemin avec nous pour faire mûrir l'idée».

Nioni Masela



Fally Ipupa et Ferre Gola

INTERVIEW

# Claudy Khan Kone : « Il n'existe plus d'art congolais à l'état pur »

Claudy Khan Kone, artiste peintre et sculpteur congolais de génie, à peine connu du public kinois et congolais, a reçu *Les Dépêches de Brazzaville*, le 26 septembre.

Le plus souvent présenté comme un habile manieur du pinceau, il est aussi l'initiateur de «*Crea Artkhan Bois*», un atelier spécialisé d'objets en bois précieux et massif. Claudy Khan s'est exprimé sur son art fait d'un mélange d'abstrait ou de figuration libre.

**Les Dépêches de Brazzaville :** Comment devrions-nous présenter aux amateurs d'art ?

**Claudy Khan :** Je suis artiste peintre et architecte de formation, diplômé de l'Académie des beaux arts de Kinshasa depuis 1977. L'année suivante, j'ai poursuivi des études d'architecture à l'UPAN Nantes. Assez précoce dans mon genre, j'ai réalisé ma première exposition à dix-sept ans, à l'Hôtel Okapi. Je suis aussi designer, ce qui est en fait un trait d'union entre ma peinture et mes idées.

**L.D.B. :** Pratiquez-vous de l'art congolais ?

**C.K. :** Doit-on encore parler d'art congolais à l'état pur ? À moins que l'on parle de l'art traditionnel congolais, à ce jour, je crois qu'il n'existe plus d'art congolais à l'état pur. Il y a eu de nombreux mélanges à travers le temps, l'on est

tous mélangé, métissé de partout au point qu'il n'est pas toujours évident de retrouver des Congolais de pure souche. Aussi, parler aujourd'hui de l'art congolais, c'est le limiter à des tribus, à de petites régions, de petits coins. En fait de nos jours, l'art est devenu un langage universel. À partir de cet instant, j'explore tout. Les résonances du passé, le futur, l'inconnu vers lequel on chemine... Je ne me limite pas à un style : qui est-ce qui a dit qu'on ne pouvait faire de la peinture à l'huile que sur une toile ? On peut aussi bien peindre sur un carton lisse que sur une planche. Je refuse d'être enfermé dans des dogmes, des critères bien précis et figés.

**L.D.B. :** Qu'en est-il du style de Claudy Khan ?

**C.K. :** Il existe toute une gamme de sty-

les et autant de courants dans le monde. Il y a de ceux qui ont adopté et se sont spécialisés dans l'abstraction, la figuration, la stylisation imaginaire ou libre, etc. Face à toute cette diversité, moi, je peins comme je le ressens, avec les tripes. Un sujet m'inspire, je l'imagine et j'ai un flash dans la tête qui me permet de le réaliser dans un style ou un autre. Je suis ouvert à tout et refuse de me cantonner dans un style unique. Une seule contrainte dans ma démarche, celle d'être le plus original possible, répondre à une inspiration spontanée et ne jamais me contenter de copier servilement une œuvre déjà existante. En fait, je suis dans une quête perpétuelle et je trouve ! J'ai, depuis, exploré une douzaine de styles différents que je mixe et explore en permanence, estimant que dans l'art, il



Claudy Khan devant *Le cygne d'Ève*, l'une de ses œuvres favorites

n'y a pas de limite. Souvent, il se fait qu'un artiste découvre, dans son parcours, un style dans lequel il se sent à l'aise. Dès ce moment-là, il y va à fond. C'est ainsi qu'il s'établit une règle ou un courant de pensée. Ma démarche est très hétéroclite, le besoin de toujours pousser au-delà de ce qui a déjà été fait. Je suis ouvert à tout et refuse de me cantonner dans un style unique. Si ma peinture était classique au départ, il m'arrive à présent d'insérer des éléments abstraits et à côté de l'abstraction, j'arrive encore à joindre autre chose. Au final, il se crée tout autre chose.

**L.D.B. :** Vos œuvres font-elles partie d'expositions dans les galeries d'ici ou d'ailleurs ?

**C.K. :** Bien sûr, depuis six ans que j'ai choisi de m'installer à Kinshasa, j'ai été au centre de trois expositions. Une s'est tenue dans un cadre privé. En juin 2006, j'étais à la Galerie Palanca et en décembre 2008, au cercle Golf. Je projette une autre en décembre prochain, à l'Hôtel Vénus. Ce lieu abritera sous peu une exposition permanente. D'autre part, ici, cela n'existe pas, mais les

galeries d'art en Europe, par exemple, imposent un style aux artistes. Je ne veux pas peindre dans la contrainte mais plutôt pour un ressenti. Ce n'est pas un simple caprice d'artiste. Tout comme l'écrivain dit avec les mots ce qu'il ressent dans son for intérieur, j'utilise la couleur pour exprimer ma pensée. Un artiste devrait être indépendant financièrement car c'est là qu'il donne le meilleur de lui-même. Ce métier exige une vérité profonde et intérieure, parce que lorsqu'on fait du cinéma dans son travail, les autres le ressentent inconsciemment. Il est difficile de tromper dans ce domaine.

**L.D.B. :** Qu'en est-il du prix de vos œuvres que d'aucuns qualifient de grande valeur ?

**C.K. :** Je ne fixe pas le prix au format. La dimension d'un tableau n'est pas l'élément déterminant. Le prix, je le fixe en fonction de mon ressenti face à la toile. J'estime que c'est à l'artiste d'être le plus honnête avec ce qu'il fait. Il y a eu des œuvres inachevées qui se sont vendues plus chères... En fait, il y en a pour tous les goûts, le tout c'est d'être honnête avec soi-même. L'amour qui m'attache à l'œuvre me fait dicter son prix, je le fixe d'instinct.

**L.D.B. :** Quel est le thème de prédilection de Claudy Khan ?

**C.K. :** La femme. Qu'y a-t-il de plus beau qu'elle ? C'est elle qui fait le bonheur du monde. Ceci explique en partie le sujet de la femme qui porte l'homme que j'ai souvent exploré. La femme, je la recrée tous les jours et essaie de l'améliorer un peu plus à chaque fois. Ma peinture a pour vocation de parler à l'âme !

Propos recueillis par Nioni Masela

## MATCH AMICAL INTERNATIONAL RDC - QATAR

### Vingt-huit joueurs convoqués par Patrice Neveu

Les **Léopards de la République démocratique du Congo (RDC)** affronteront, le 14 octobre prochain, à Paris, en France, l'équipe nationale du Qatar dans le cadre de rencontre de date Fifa (Fédération internationale de football association). C'est dans cette optique que la Fédération congolaise de football association (Fécofa) vient de rendre publique la liste de l'ensemble des personnes qui feront partie de la délégation congolaise à Paris.

C'est un groupe composé de quarante-deux personnes, dont vingt-huit joueurs convoqués par le staff technique national. De ces quarante-deux personnes, seize partiront de Kinshasa, parmi elles cinq joueurs seulement. Il y aura, par contre, quatre membres du comité exécutif de la Fédération qui effectueront le déplacement de Paris. Il s'agit du président de la Fécofa, Constant Omari, de ces vice-présidents, Laurent N'Kwim Lai et Bondembe Bokanianga, et d'un membre, Théobald Binamungu.

Des réactions fusent déjà par rapport à la liste publiée par la Fécofa. L'on se rend compte que la quasi-totalité des joueurs qui avaient été convoqués pour le match du 12 août dernier contre le Sénégal sont rappelés par le sélectionneur français des Léopards, Patrice Neveu. Et pourtant, il déclarait après la défaite contre les Lions de la Teranga que certains joueurs ne méritaient plus la sélection.

Patrice Neveu a convoqué quatre gardiens de but rien que pour cette rencontre. Pour certains, il aurait mieux fait de mettre l'accent sur la jeune génération, en faisant appel aux jeunes comme Granddi Ngoyi du Paris Saint-Germain, Fabrice Muamba de Bolton Wanderes, en Angleterre, ou encore le géant défenseur central, Gabriel Zakuani, de Peterborough United en D2 anglaise, etc. Mais, il a rappelé les doyens tels que Tshiolola, Mbayo, Mbala, Matumona, Lualua, etc. Il a tout de même fait appel au jeune joueur du Standard de Liège, Eliaquim Mangala, récemment buteur contre Arsenal en Ligue des champ-



Les Léopards se relaxant après l'entraînement

ions et qui intéresserait fortement l'équipe de France espoir.

Aucun joueur du Tout-puissant Mazembe de Lubumbashi n'est retenu pour cette rencontre ; le club se concentre sur la demi-finale de Ligue des champions d'Afrique contre Al Hilal de Soudan. Voici tous les joueurs retenus :

**Gardiens de but**  
Yves Ma-Kalambay (Hibernian/D1 Écosse)  
Nicaise Kudimbana (Anderlecht/D1 Belgique)  
Gaylor Nkela (Tubize/D2 Belgique)  
Matampi Vumi (DCMP)

**Défenseurs**  
Ilunga Hérita (West Ham/D1 Angleterre)  
Joël Samy (Nancy/D1 France)  
Cédric Mongongu (Monaco/D1 France)  
Larrys Mabiata (Nice/D1 France)  
Eliaquim Mangala (Standard/D1 Belgique)  
Rodrigue Dikaba (Beauvais/D3 France)  
Janvier Besala (Espérance Tunis/Tunisie)

**Milieux de terrain**  
René Makondele (Helsingborgs/D1 Suède)  
Yannick Bapupa (Gefle/D1 Suède)  
Cédric Makiadi (Wolfsbourg/D1 Allemagne)  
Tshiolola Tshinyama (Lokeren/D1 Belgique)  
Marcel Mbayo (Lokeren/D1 Belgique)  
Matumona Roum (Mons/D2 Belgique)  
Youssef Mutumbu (West B. Albion/D2 Ang.)  
Christian Kinkela (Ajaccio/D2 France)  
Albert Milambo (Cannes/D3 France)

**Attaquants**  
Dieumerci Mbokani (Standard/D1 Belgique)  
Yannick Yenga (Tours/D2 France)  
Mbala Mbuta (Locarno/D2 Suisse)  
Lomana Lualua (Al Arabi Doha/Qatar)  
Éric Bokanga Musau (Vita Club)  
Yves Diba Ilunga (Vita Club)

Élie-Pierre

## BOXE

### Trois pugilistes congolais aux Jeux de la Francophonie

Trois boxeurs congolais s'entraînent depuis quelques semaines, dans l'enceinte du stade des Martyrs, sous la supervision du vice-président de la commission nationale des arbitres de la Fédération congolaise de boxe, Alfred Mamba Shako. C'est en prévision de leur imminente participation aux sixièmes Jeux de la Francophonie, débutés hier et qui se poursuivront jusqu'au 6 octobre, à Beyrouth, au Liban. Il s'agit du poids plume Mukandila Vela, du super-léger Bercy Mbelolo et du mi-lourd Kalenga Muchafu. Les trois pugilistes proviennent tous de la Ligue de boxe de Kinshasa.

Outre la boxe, la République démocratique du Congo sera présente à Beyrouth avec le judo, l'athlétisme et le tennis de table. Mais l'on apprend que le gouvernement n'aurait pas retenu cette dernière discipline dans le budget pour participer aux Jeux. La Fédération congolaise de tennis de table, par la voix de son président, Mwana Mbuta, envisagerait la possibilité de prendre en charge les frais des. L'autre question en suspens concerne l'athlète Jules Bonyafala qui serait bloqué au Centre de développement sportif, à Dakar, au Sénégal, où il avait bénéficié d'une bourse de perfectionnement. Il n'a pas reçu le titre de voyage pour Beyrouth qui devrait provenir de la Fédération d'athlétisme du Congo. L'on apprend qu'il n'aurait pas été sélectionné parmi les athlètes congolais devant effectuer le voyage de la capitale libanaise parce qu'il n'aurait pas amélioré son chrono depuis qu'il est à Dakar.

É.-P.



DÉVELOPPEMENT SOCIAL

# Le Pôle des infrastructures de base se donne trois mois pour évaluer ses actions

Pour une meilleure cohésion des actions à entreprendre au sein du Pôle des infrastructures de base placé sous sa coordination, le ministre d'État, Isidore Mvouba, a proposé le 25 septembre, au cours d'une rencontre avec les ministres faisant partie de ce pôle, une feuille de route avec un programme d'actions de trois mois couvrant la période d'octobre à décembre prochain. «Une période de trois mois est laissée à la latitude des cadres du pôle au terme de laquelle une remise en cause générale des fonctions occupées sera effectuée», a déclaré Isidore Mvouba. Le programme d'actions pro-

posé vise à faire de ce pôle l'un des plus dynamiques au regard des attentes sociales fortes des Congolais qui connaissent, depuis des années, des difficultés dues aux faibles capacités d'approvisionnement en eau et en électricité, en matière de transports, de logement et du faible niveau de vie. En effet, face à l'immensité de la tâche et conscient des défis à relever pour répondre en urgence aux attentes des populations, le coordonnateur du Pôle des infrastructures de base a invité les ministres en charge des différents départements à une organisation du travail en respect des principes censés ré-

gir le pôle. «Le pôle devra privilégier les principes de la cohésion des acteurs et de la cohérence des actions à entreprendre. [...] Il y a lieu d'envisager l'élaboration d'un programme de travail en ciblant les premières actions qui touchent directement les populations dans leur quotidienneté et un programme d'actions pour l'année 2010», a-t-il précisé. Afin de faire du Pôle des infrastructures de base l'un des plus dynamiques, Isidore Mvouba, après avoir donné un aperçu des projets les concernant, a invité les ministres à communiquer régulièrement pour donner la preuve de la rupture. «Tous les acteurs du pôle doi-

vent avoir conscience que l'existence des quatre pôles les place dans une situation d'émulation. Par conséquent, le principe de la gestion rationnelle du temps s'impose à travers une programmation d'actions fortes et assorties d'un chronogramme d'exécution», a-t-il rappelé. Pour un meilleur suivi des actions de l'ensemble des ministères faisant partie de ce pôle, son coordonnateur envisage l'adoption par tous d'un calendrier de travail, d'indicateurs de suivi et d'évaluation ainsi que d'indicateurs de résultats sur la base d'objectifs clairement dégagés. De même, il entend mener

une lutte acharnée contre les antivaleurs que sont la paresse, l'indiscipline, le laisser-aller, le laxisme, la concussion et la corruption. Le Pôle des infrastructures de base englobe six ministères, dont les actions cadrent avec la modernisation et le développement du pays. Il s'agit des ministères de la Construction, de l'Urbanisme et de l'habitat ; de l'Équipement et des travaux publics ; de la Recherche scientifique ; de l'Énergie et de l'hydraulique ; des Postes et télécommunications ; des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande. **Guy-Gervais Kitina**

COOPÉRATION

## Justin Koumba s'entretient avec le nouveau représentant de l'Unesco

Reçu en audience, le 24 septembre, par le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba, le nouveau représentant de l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) au Congo, Abdourahamane Diallo, a estimé prioritaire la consolidation du partenariat entre son institution et le Parlement congolais. Le représentant et chef du bureau de l'agence onusienne au Congo a pris ses fonctions le 21 septembre, à Brazzaville. À l'occasion de sa réception par le président de l'Assemblée nationale, il a dressé la liste des activités déjà entreprises avec cette institution avant d'évoquer celles à venir. «Nous comptons notamment, d'ici à la fin de l'année et le début de l'année prochaine, organiser une session de sensibilisation des parlementaires congolais, avec le bureau du Faped, une organisation de parlementaires africains pour l'éducation», a-t-il confié. Dans l'exécution de sa mission, la représentation de l'Unesco compte sur les relations d'amitié qu'elle entretient



Abdourahamane Diallo et Justin Koumba

avec la représentation nationale auprès de laquelle elle souhaite faire entendre son plaidoyer pour une meilleure prise en compte des questions liées à l'éducation, la science, la culture et la communication. C'est, d'ailleurs, dans cet esprit que s'est inscrit l'entretien entre Abdourahamane Diallo et Justin Koumba. Au sortir de cette rencontre, le diplomate onusien d'origine nigérienne a men-

tionné quelques priorités à court terme de son action au Congo : l'éducation pour tous, les sciences et la technologie, y compris la culture, en s'appuyant sur les grandes activités comme le Festival panafricain de musique, l'école de peinture de Poto-Poto ainsi que le riche patrimoine naturel du Congo qui gagnerait à être protégé, revitalisé et connu de ses partenaires et de ses citoyens. **Thierry Nougou**

VIE ASSOCIATIVE

## L'EJDM prépare sa descente à la base

En prélude à la visite qu'ils effectueront, en octobre prochain, dans le département de la Cuvette – plus précisément dans le district de Makoua – les membres du bureau de l'Espace des jeunes pour le développement de Makoua (EJDM) se sont réunis, le 25 septembre, à Brazzaville. Cette réunion a été coordonnée par le président de cette plate-forme, Fortuné Bongo. Au cours de la rencontre, les participants ont élaboré un calendrier des actions à réaliser dans les différents villages du district de Makoua durant ce nouveau septennat du président de la République. En effet, l'EJDM est une association à caractère social, regroupant tous les jeunes intellectuels du district de Makoua résidant à Brazzaville. Elle a pour objectif principal de garantir la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires publiques. Selon le responsable de cette association, elle a également pour rôle primordial de contrôler l'exécution



normale des travaux publics du district, afin de renforcer la lutte contre la pauvreté et le sous-développement de Makoua qui se traduit actuellement par un manque criant de projets cohérents et promoteurs d'emplois, capables de pallier le désœuvrement des jeunes. «Ce cadre de réflexion que nous avons créé il y a six mois permettra à tous les jeunes congolais en général et de Makoua en particulier, intéressés par le développement, d'analyser les grandes questions liées au développement communautaire. C'est ainsi que dans quelques jours, nous entamerons une série de visites dans certains villages de la Cuvette, notamment ceux du district de Makoua, en vue de faire un état des lieux des différents problèmes qui gangrèment l'évolution de la localité. À cet effet, nous procéderons à la remise de dons dans les écoles, hôpitaux et dans d'autres structures étatiques», a précisé le responsable de l'association. **Rock Gassakys**

HUMEUR

## Quand la musique contribue à la dépravation des mœurs !

Certains spectacles musicaux publics ou projetés par les chaînes de télévision, voire diffusés sur les sites Internet deviennent gênants. Si des mesures drastiques ne sont pas prises à temps, ils pourraient bien participer grandement à la dépravation des mœurs.

Il n'y a pas si longtemps, la musique était à la fois une saine distraction et éducation. Mais elle tend à perdre ces valeurs cardinales car elle débouche trop souvent sur la pornographie. De plus en plus, en effet, on a l'impression que la «nudité musicale féminine» entraîne la bonne vente des cassettes audio-visuelles. Mais comment comprendre qu'il est maintenant impossible ou presque de vivre un spectacle musical avec ses enfants, ses sœurs, ses nièces et autres ? À quoi servirait la musique si l'on ne peut plus la suivre avec des parents ?

L'émergence de la musique sale fait perdre aux anciens le goût musical à cause de son caractère malsain, incivique et immoral. Elle est l'œuvre de certains grands noms de la musique de chez nous qui pensent sans doute qu'en agissant de la sorte, ils collent à la modernité. Erreur grave car ce genre de spectacle indigeste diminue ses auteurs, porte atteinte à la dignité humaine et peut porter préjudice à la nation.

Où sont donc passées l'éthique et la morale dans la production musicale ? Nombre de musiciens ne se gênent plus quand ils programment leurs concerts. Que dire du contenu des chansons ainsi interprétées, des chansons qui sont des suites sonorisées de noms d'opérateurs économiques et d'hommes politiques ? Est-ce cela la musique voulue et recherchée par les amoureux de mélodies dignes de ce nom ?

Bien de dirigeants de groupes musicaux ont pris la mauvaise habitude de faire danser les animatrices avec des habits étreints qui ne laissent rien ignorer de leurs parties érogènes. Et rares sont les chansons qui n'ont pas une connotation sexuelle. Hier, l'on parlait de disque d'or pour désigner de bonnes compositions aux contenus soignés mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas puisque le même disque d'or est fait de paroles obscènes. Et que dire de ces spectacles appelés mabanga ou cris où les gestes se rapportent toujours à l'intimité et les paroles sont toujours incongrues. Pire, ces mêmes animations s'observent lors des croisades religieuses.

Au moment précis où l'État s'efforce de trouver des stratégies pour minimiser l'ampleur du phénomène de la dépravation des mœurs à travers l'institution d'un département ministériel en charge des questions civiques et morales, il est inconcevable que l'on continue d'assister passivement à la montée de ce type de musique qui aliène l'homme. N'est-il pas envisageable qu'un haut conseil des œuvres musicales régleme ces pratiques ? Et pourquoi l'État assiste-t-il passivement à ce genre de spectacles qui désorientent la jeunesse ? **Faustin Akono**

**SANTÉ**

**ENI Foundation confirme ses engagements au Congo**

La Semaine congolaise de la mère et de l'enfant 2009 a confirmé, le 23 septembre, les engagements au Congo d'ENI Foundation en matière de santé et de vaccination. Selon une dépêche de l'Agence de presse italienne qui nous a été transmise par la société pétrolière ENI Congo, la couverture vaccinale a atteint jusqu'à 90% dans les sous-préfectures concernées.

Pour cette agence italienne, ENI Foundation accorde, depuis 2007, à travers le projet Salissa Mwana, une attention particulière à la santé de deux cent mille enfants de zéro à cinq ans, soit 30% de la population infantile du Congo et de leurs mères.

À l'occasion de cette Semaine congolaise de la mère et de l'enfant 2009, ENI Foundation a apporté un appui logistique avec onze unités mobiles, dont neuf terrestres et deux fluviales, en vue de garantir la bonne réussite de la campagne de vaccination, surtout en milieu rural et dans les zones d'accès difficile. L'engagement d'ENI Foundation se manifeste également à travers le projet Kento Mwana (mère-enfant) dont l'objectif est de réduire l'impact de la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant.

Ces dernières années, l'engagement d'ENI, en tant qu'entreprise socialement responsable et activement impliquée dans le développement du pays, s'est accru avec des projets industriels comme celui de la construction de la centrale à gaz à Cote-Matève, à Pointe-Noire, dont l'idéal est d'améliorer les infrastructures au Congo. « Notre engagement dans ce secteur sera toujours prioritaire et constituera un élément distinctif de notre activité pour les années à venir », a déclaré l'administrateur délégué de la société ENI, Paolo Scaroni.

En effet, le projet Salissa Mwana se déve-

loppe, en particulier, à travers l'appui au service sanitaire congolais, précisément dans le secteur de la prévention épidémiologique de l'enfance, en application des orientations et conventions de l'Organisation mondiale de la santé. Au-delà de cet objectif primaire, le projet se propose d'améliorer les conditions et la capacité opérationnelle des structures sanitaires de base.

Ce projet qui ne se limite pas aux programmes de vaccination et au monitoring épidémiologique touche aussi à la réhabilitation des centres sanitaires périphériques. À ce jour, quinze centres parmi les trente prévus ont déjà été réhabilités. Dans le même cadre, ce projet, qui prévoit également la formation du personnel médical et paramédical, a pour objectif d'encourager et de motiver les personnes à travailler dans les zones lointaines. Parallèlement à la restructuration des centres sanitaires, des cours sont organisés dès que la structure est opérationnelle, à travers des journées d'approfondissement de thèmes spécifiques comme la gestion de la pharmacie, la stérilisation des instruments et l'utilisation des incinérateurs pour le traitement des déchets spéciaux.

Les résultats obtenus pour ces dix-huit premiers mois d'activités d'ENI Foundation sont satisfaisants au point où, sur le front de l'immunisation, quarante-six mille vaccinations ont été administrées en trois cent quatre-vingt-dix jours pour deux cent quarante villages couverts et des milliers d'enfants protégés contre le tétanos, la poliomyélite et la tuberculose. Dans les districts où les vaccinations se sont déroulées, ENI Foundation a réussi à maintenir une couverture vaccinale de 80 à 90%.

**Guy-Gervais Kitina**

**10° FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT**

**Les acteurs étatiques et non étatiques discutent d'une feuille de route**

**En application de l'Accord de Cotonou, les secteurs public et privé, la commission européenne ainsi que les bailleurs de fonds ont participé, les 24 et 25 septembre, à Brazzaville, aux Journées de consultation nationale. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la revue à mi-parcours du Programme indicatif national, au titre du 10e Fonds européen de développement (Fed).**

Au terme de deux jours de travaux, les participants ont dégagé une piste de proposition et d'orientation dans la mise en œuvre du Programme indicatif national, signé le 9 janvier 2008, en même temps que le document stratégique du pays. Le travail consistait à apprécier le niveau d'utilisation des fonds alloués et d'évaluer le niveau d'exécution des différentes actions retenues lors de la programmation.

Le 10° Fed, fruit de la coopération entre l'Union européenne (UE) et le Congo qui a fait l'objet de cette consultation, couvre des projets de 2008 à 2013. Les documents ayant servi de base à son élaboration étant dépassés, il est question de l'adapter aux réalités actuelles. À cet effet, les participants se sont interrogés, d'une part, sur l'adéquation entre les objectifs du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et le contenu de la programmation du 10e Fed et, d'autre part, sur les risques de reliquats éventuels, en considération des délais de mobilisation des ressources et de l'horizon 2013.

Selon le chef de section finances/contrats à l'UE, Émilie Wattellier, les premières conventions de financement n'ont été signées qu'au premier trimestre de l'année en cours. Cependant, la commission européenne a voulu offrir dès maintenant au Congo la possibilité d'adapter son assistance aux réalités du moment en relation particulièrement avec six éléments : les effets de la crise internationale ; le nouvel agenda de l'efficacité de l'aide avec les

nouveaux engagements d'Accra ; la nouvelle stratégie UE/Afrique de 2008 ; le changement climatique, les nouveaux projets financés par d'autres que les bailleurs de fonds ainsi que les nouvelles orientations politiques et stratégiques du Congo.

Émilie Wattellier a suggéré aux participants de ne pas s'attarder sur les chiffres mais plutôt de réfléchir sur les besoins et problèmes de chaque secteur. Après cette étape, viendra le moment où l'UE, l'État congolais et peut-être les bailleurs devront trouver des réponses aux propositions et interrogations qui se sont dégagées.

Par ailleurs, le directeur de cabinet du ministre d'État, coordonnateur du pôle économique, ordonnateur national du Fed, Jean-Christophe Okandza, a rappelé que cette revue aurait pu se tenir un peu plus tard. Mais le contexte économique mondial actuel, dominé par une crise, a commandé cette anticipation. Il a signifié qu'en son article 95, l'Accord de Cotonou stipule que chaque cinq ans, il est souhaitable de le réviser. Ainsi pour celui de 2005, la révision a porté sur plusieurs points, notamment le dialogue politique ainsi que les questions de sécurité et l'approfondissement de l'approche participative.

**Coopération entre l'UE et le Congo**

La commission européenne est, en effet,

une partenaire très active du Congo et souhaite le rester, a-t-on appris. Depuis quarante ans, son assistance représente presque deux cents milliards de Fcfa. Elle est notamment spécialisée dans les secteurs des transports, de la bonne gouvernance, de l'appui au secteur privé et de la santé. Le montant des programmes actuellement en cours est chiffré à environ quatre-vingt un milliards de Fcfa. Le directeur général du Plan, Raphaël Mokoko, a signifié que cette fois-ci les financements seront ouverts à d'autres secteurs.

La commission européenne reste consciente de son rôle moteur en matière de développement et de ses responsabilités particulières dans la réalisation des Objectifs du millénaire. En même temps, elle considère que l'engagement de l'État congolais est primordial et une condition préalable pour assurer l'efficacité de l'aide. C'est évidemment le Congo qui devrait être le moteur de son propre développement.

Le Congo et l'UE collaborent sur la base juridique de l'accord de partenariat ACP-UE, signé à Cotonou, le 23 juin 2000, et révisé à Luxembourg, le 25 juin 2005. L'objectif général de l'Accord de Cotonou est de promouvoir une approche stratégique commune de la réduction de la pauvreté qui soit compatible avec les objectifs du développement durable ainsi que l'intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale.

**Nancy France Loutoumba**

**DIPLOMATIE**

**Le consulat du Congo à Bordeaux fête son 20° anniversaire**

**Le consulat du Congo à Bordeaux a fêté, le 24 septembre, son vingtième anniversaire, en présence de l'attachée culturelle et du premier secrétaire de l'ambassade du Congo à Paris, Gisèle Bouanga-Kalou et Pacôme Mombondé, du vice-consul, Philippe Chaumont, et du premier magistrat de la ville de Villanave d'Ornon, Patrick Pujol.**

C'est avec une grande émotion mais dans une ambiance conviviale que le consul Philippe Loiseau a remercié ses invités, son équipe et ceux qui se sont chargés de l'organisation de la manifestation.

Il a rappelé l'histoire du consulat du Congo à Bordeaux qui a démarré avec la première mission de responsables congolais dans cette ville et à Villanave d'Ornon pour la faisabilité et l'inauguration du consulat, « ce bout de terre congolais », en passant par l'inauguration de l'Allée-de-Brazzaville par le maire de la ville, Patrick Pujol, en présence de l'ambassadeur Henri Lopes, jusqu'à la création de l'ONG Aloha Congo et sa première mission à Gamboma, au Congo, avec les présidents de quelques associations. « Tous ces événements ont créé la richesse humaine d'Aloha Congo », a-t-il déclaré, ajoutant qu'ils ont permis de donner un coup de pouce à l'Association congolaise accompagner (ACA) qui œuvre au Congo dans les soins palliatifs pour « soulager toujours et épanouir la vie jusqu'à la mort ». Un don de soixante-huit mille euros sera adressé à l'ACA, dont la fondatrice, la sœur Éliane Boukaka, n'avait pu faire le déplacement. Une manne pour elle. Dans son discours de bienvenue, le maire Pa-

trick Pujol a souligné que les liens entre la France et le Congo étaient indestructibles. Le général de Gaulle voulait, en juin 1940, « participer avec des forces et des terres françaises à la bataille d'Afrique » pour « arracher la France libre à l'exil et l'installer en toute souveraineté en territoire national ».

Patrick Pujol nous rappelle ainsi que Brazzaville fut le siège du gouvernement général et devint la capitale de la France libre le 26 octobre 1940. Le lendemain, une ordonnance du général y créait le Conseil de défense de l'empire, embryon d'un gouvernement ; le 16 novembre, il y instituait l'Ordre de la libération ; Radio Brazzaville devenait son émetteur national.

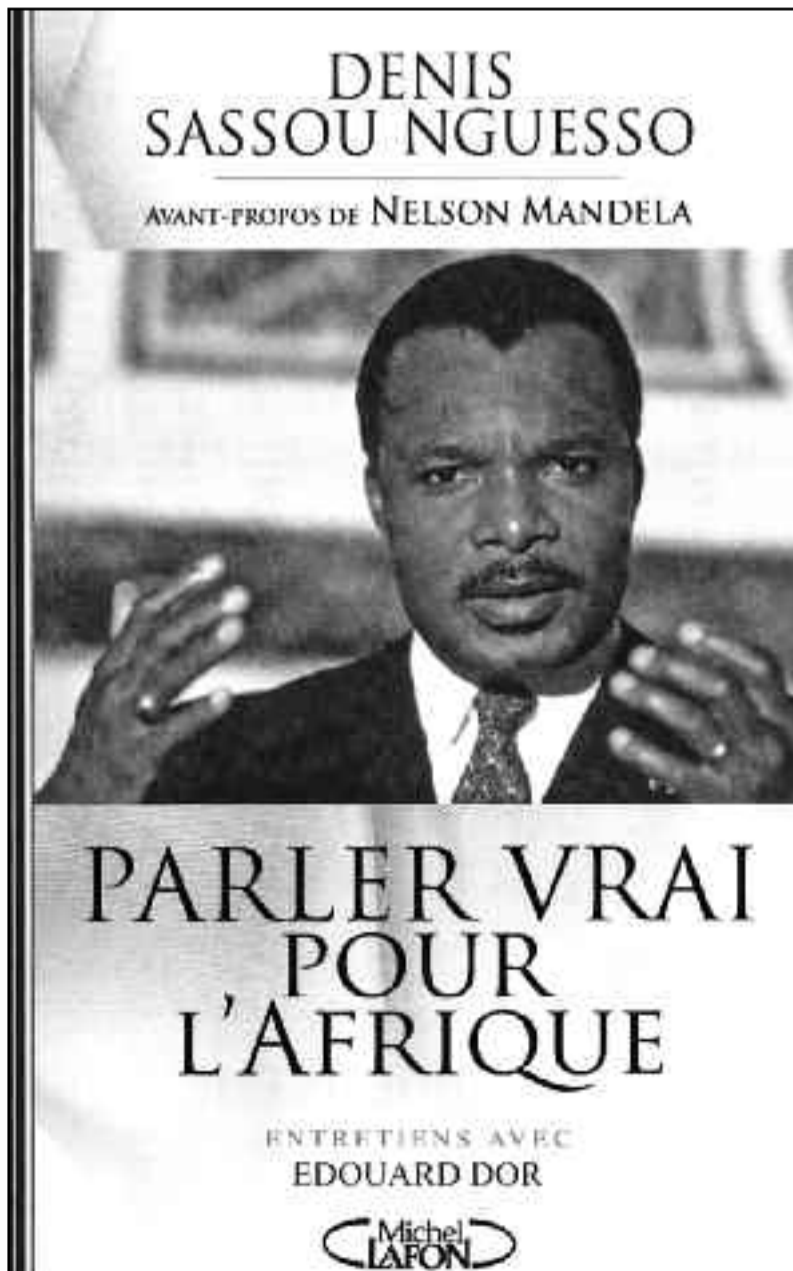
C'est aussi à Brazzaville que le général de Gaulle prononce le fameux discours du 30 janvier 1944, reconnaissant et proclamant « la dignité et la capacité des peuples de l'empire », ce qui fera de lui « l'homme de Brazzaville ». C'est à Brazzaville encore qu'en août 1958, il annonce : « L'indépendance, quiconque la voudra pourra la prendre aussitôt » et rappelle que Brazzaville « fut le refuge de notre honneur et de notre indépendance » (celui de la France).

Patrick Pujol sait que « la France, l'Europe, l'Afrique ont un intérêt commun : celui de peser ensemble sur les règles de la mondialisation pour les infléchir vers plus d'équité et favoriser l'émergence d'un ordre mondial plus juste et donc plus stable ». Aussi comprend-il les propositions et les protestations du président Denis Sassou N'Guesso, « lorsqu'il se plaint à juste titre que, dans le concert des nations, une juste place ne soit pas faite à la représentation du continent africain ». La France a pour sa part demandé que la parole soit donnée à l'Afrique lors du G20 et qu'elle prenne place au Conseil de sécurité.

« Votre pays et Villanave d'Ornon sont aussi engagés dans un même combat : celui de l'environnement », a-t-il ajouté, avant de souligner de nombreux points communs entre le Congo et sa ville, dont la langue française.

« L'année prochaine, le 15 août 2010, vous célébrerez le cinquantième anniversaire de votre indépendance. Soyez assurés que ce jour-là nous serons à vos côtés pour fêter ce rendez-vous avec votre histoire », a-t-il conclu.

**Noël Ndong**





## CHRONIQUE

## Notre avenir dépend de ce que nous sommes

Avant de soutenir notre propos, permettez qu'une entorse soit faite à notre routine de chronique pour manifester notre sympathie à l'endroit de ceux, désormais nombreux, qui ne cessent de nous adresser des mots généreux et de nous témoigner leur plaisir de nous lire. Nous n'aurons de cesse, nous aussi, de penser à vous chaque fois que notre plume sera mise à contribution, comme pour le thème du jour qui sollicite naturellement l'adhésion de tous pour que les choses aillent de l'avant.

Il faudrait bien entendu pouvoir répondre d'emblée à la question : que sommes nous ? Bien malin est celui qui pourra y répondre alors que de nombreux repères historiques et socioculturels devraient nous aiguiller dans cette quête de connaissance qui conduit à l'unité.

Certains sociologues et autres scientifiques classent les populations par types ; certains se reconnaissent comme des travailleurs impénitents, d'autres n'ont pas besoin de se tuer à la tâche mais fournissent d'excellents rendements, tandis que d'autres encore, paresseux et partisans du moindre effort, contribuent à mettre un frein au progrès, etc.. Ces définitions, par trop savantes, édifient certes mais peuvent également conduire à des attitudes fatalistes. Il faut donc être prudent dans leur énoncé.

Sommes-nous des destructeurs, ne nous berçons pas d'illusions, notre avenir ne sera que ruines et désolations. Sommes-nous des bâtisseurs, naturellement il faut nous attendre à l'édification d'une superbe et imposante cité au cœur de l'Afrique avec tout ce que cela suppose de partage équitable. Il faut choisir entre ces deux options qui comportent nécessairement des variantes. Il faut également tenir compte des environnements, bref de tous les aspects sociaux et environnementaux qui favorisent ou non l'épanouissement de la personne.

Optons simplement pour une vision positive et ambitieuse en nous appuyant sur ce qui fait la fierté d'une nation : les forces vives qui, à travers le temps et l'espace, ont contribué à inculquer un esprit de sacrifice à la base de tout développement. Approprions nous cette définition du chef d'œuvre que nous voulons faire du Congo : « *C'est l'ouvrage que l'on crée avec son âme, que l'on conçoit avec son cœur, que l'on geste avec son corps, depuis la peau jusqu'aux entrailles, que l'on vit, que l'on porte jusqu'au temps où, comme un fruit mûr, il est mis au jour par les doigts* ».

Le parcours du Congo est jonché de faits historiques et d'illustres personnalités qui ont préparé nos lits comme nous sommes appelés à le faire pour les générations futures. Nous n'affirmerons pas, comme Champollion à propos de l'Égypte antique, que plus l'on pénètre l'Histoire du Congo, plus on se rend compte du degré de déliquescence vers lequel nous tendons. Cependant, il faut reconnaître que des jalons ont été posés et qu'il suffirait donc de s'en imprégner pour bannir les incertitudes du lendemain. L'inébranlable foi d'une kimpa Vita, l'art commerçant des rois Makoko et Ma-Loango, l'intégrité d'un André Grenard Matsoua ou d'un Jacques Opangault, parmi tant d'autres exemples, devraient servir de base ou de ciment à l'unité du Congo.

Notre avenir sera ce que nous sommes. Nous sommes les descendants de tant de grands hommes, donc dépositaires d'un immense héritage qu'il faut savoir gérer et redistribuer. Il ne devrait pas y avoir de véritable souci : l'avenir du Congo est bien assuré, mais à condition que l'on rappelle sans cesse au citoyen qu'il a des droits certes, mais avant tout, des devoirs et obligations. Et l'option prise pour le lui rappeler au travers d'un ministère à l'éducation civique est des plus louables.

Ne dormons pas sur nos lauriers. Attelons nous tous à nos différentes tâches. Le Congo ne s'en portera que mieux.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

## Message de félicitations

L'Association Bana Badzé M'okoyo pour la solidarité, l'entraide et le développement félicite chaleureusement le Pr Georges Moyen pour sa brillante nomination au poste de ministre de la Santé et de la population. En le plaçant à ce poste, le président de la République a choisi un acteur digne pour la traduction dans les faits du programme de société, le « *Chemin d'avenir* ».

Le président de l'association

Yves Oyeri

## ESSAI

## Émile Gankama publie « Denis Sassou N'Guesso : les grands faits de sa campagne électorale 2009 »

Le journaliste Émile Gankama qui a suivi à la trace, à travers le pays, le candidat Denis Sassou N'Guesso, a compilé ses notes de reportages dans un livre de cent quarante-cinq pages intitulé *Denis Sassou N'Guesso : les grands faits de sa campagne électorale 2009*, paru aux éditions Les Manguiers.

Cet ouvrage qui aurait pu aussi s'intituler *Chronique d'une campagne électorale animée* est le fruit de l'observation soutenue et des réflexes d'un professionnel aguerri. Se présentant comme un essai politique, il recense tous les faits de cette campagne électorale, des plus petits aux plus marquants : la lourde voix d'Impfondo, la quinte de toux de Makoua, le mémorable pas de danse de Kibangou, la rythmique et les rencontres inattendues de Mouyondzi, « *l'incident de Ngabé* », la « *provocation* » de Dolisie ou encore les « *flottements* » de Mbomo.

L'auteur fait revivre aux lecteurs les moments palpitants d'une campagne électorale mouvementée. Candidat à sa propre succession pour un nouveau mandat de sept ans, Denis Sassou N'Guesso avait en face de lui douze concurrents. Une bonne partie d'entre eux n'avait pu parcourir le pays. Ils appelaient depuis Brazzaville au boycott du vote pendant que le candidat du Rassemblement de

la majorité présidentielle sollicitait les suffrages des peuples du Congo profond. Les meetings et autres rencontres de ce candidat drainaient beaucoup de monde.

C'est donc cet homme qui a été célébré partout pendant sa campagne sous le nom de *Ot-souembè* qu'Émile Gankama s'est donné la peine de suivre, ne laissant rien échapper de tous ses faits et gestes. Au-delà de la revue détaillée de l'ambiance et les commentaires des messages faits avec précision par l'auteur, le lecteur découvrira également les « *non-dits* » de cette campagne électorale, notamment dans le chapitre intitulé « *Brazzaville, foyer de tous les discours* ».

Fin analyste politique, l'auteur consacre un chapitre aux points essentiels inscrits au nouveau programme de société de Denis Sassou N'Guesso : *Quelle chance pour le Chemin d'avenir ?*. L'analyse faite par l'auteur permettra à ceux qui consulteront cet ouvrage d'établir un pont entre la *Nou-*

*velle espérance* et le *Chemin d'avenir*. Elle leur permettra également, à travers une série d'informations formulées par l'auteur, de comprendre les grands défis qui attendent le chef de l'État.

Des photos aideront le lecteur à se détendre un peu avant d'aborder la partie consacrée aux annexes qui comprend le programme de société, le gouvernement du 13 septembre 1997, la liste des candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2009, les messages des alliés de Denis Sassou N'Guesso délivrés le 6 juin, boulevard Alfred Raoul, et le discours d'investiture du président de la République, le 14 août, au palais du Parlement. Ces documents sont de véritables références et repères historiques pour des chercheurs et autres intellectuels.

*Denis Sassou N'Guesso : les grands faits de sa campagne électorale 2009* est disponible à la librairie des *Dépêches de Brazzaville* au prix de six mille Fcfa.

Roger Ngombé

## TROPHÉE ÉBALÉ YA CONGO

## Les appels d'offres pour la première édition sont lancés

L'association Regard sur les autres (RSA), promotrice du Trophée Ebalé ya Congo, a lancé, depuis plus d'une semaine, des appels d'offres portant sur un projet social concernant les enfants de la rue. Cette annonce a été faite par la présidente du comité de projet, Laeticia Yoka Nkakou.

Le Trophée Ébalé ya Congo a été créé afin d'aider les personnes les plus défavorisées. Ainsi, Regard sur les autres a prévu de financer chaque année deux projets sociaux sur les deux rives du Congo, à hauteur de vingt millions de F cfa. Un appel d'offres a donc été lancé auprès des différentes associations qui œuvrent dans le social. Un seul projet par pays sera retenu pour être financé ; l'association retenue devra le réaliser pendant le mandat de la « Miss sociale » qui sera élue et symbole de cette lutte. Au terme de ce projet, un trophée sera remis à l'association qui aura réussi à mener son projet à bien.

Cette opération est ouverte à toutes les associations des deux Congo ayant une expérience dans le domaine des enfants de la rue, jusqu'au 31 octobre prochain au plus tard.

« *Ces appels d'offres nous permettent de pouvoir sélectionner les meilleurs projets qui prennent en compte tous les aspects du thème retenu à cette édition qui est les enfants de rue, un thème assez délicat, précise Laeticia Yoka Nkakou.*

*Un cahier de charge de vingt-trois pages détaille, de manière précise, le plan technique, financier et organisationnel en définissant son objectif, le contexte les personnes cibles, le sexe, la tranche d'âge.*

La sélection sera réalisée par le comité de projet de RSA, composé de ses membres ainsi que du principal sponsor de l'évènement. Le projet retenu débutera au mois d'avril 2010.

La Miss sociale sera chargée d'accompagner le projet ; elle sera élue le 20 mars pour Brazzaville et le 27 mars pour Kinshasa. « *L'élection se passe au mois de mars et, durant l'année du mandat de la Miss sociale, nous suivrons l'exécution du projet ; les moments phares seront numérisés et montés dans un reportage. La remise des trophées ne pourra se faire qu'après réalisation du projet et ce dernier finissant février 2011, la remise de trophée se fera lors de la prochaine élection du trophée Ébalé ya Congo, en mars 2011.*

Signalons que ce concept, qui

concilie le social et le culturel, met la beauté de la jeune fille congolaise au service d'une œuvre sociale. « *On souhaiterait à travers Miss sociale que les parents soient fiers de pouvoir présenter leur fille, car cette dernière a déjà un projet avant l'élection : son rôle est connu et l'âge varie entre 18 et 28 ans* », a déclaré la présidente du comité de projet.

Ce projet vise à aider les associations spécialisées dans les domaines sociaux, le renforcement de la paix et des relations de fraternité entre les deux pays et la participation de personnalités ou associations internationales œuvrant sur les thèmes sociaux.

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles sur le site Internet de l'association : [www.assos-rsa.net](http://www.assos-rsa.net) ou peuvent être retirés au 3, rue Antonetti Plateau-ville (ex-Trésor), tel : 532 73 63 ; 911 35 26.

À Kinshasa, voir la coordonnatrice, Pascaline Ksoudoura : avenue Lukusa n°123A commune de la Gombé, tel : 00243 99991 3604.

Email : [contactrdc@assos-rsa.net](mailto:contactrdc@assos-rsa.net)  
Désirée Hermione Ngoma



## MONDIAL 2009 ET CAN 2010 DE HANDBALL

# Les Diables rouges dames se préparent

**Le directeur technique national de handball, Daniel Mvoula, a publié récemment, à Brazzaville, la liste des joueuses présélectionnées en vue de la campagne de préparation des Diables rouges seniors dames. Celles-ci participeront à la Coupe du monde prévue du 5 au 20 décembre prochain, en Chine, et à la Coupe d'Afrique des nations (Can) de la discipline qui se jouera en février 2010, au Caire, en Égypte.**

Même si le tirage au sort de la Can 2010 n'a pas encore eu lieu, le représentant de l'Afrique centrale au championnat du monde évoluera dans le groupe A. Dix-septième lors de l'édition 2007, en France, les Congolaises sont logées dans ce groupe avec l'Allemagne et la France, respectivement troisième et quatrième du classement à l'issue de cette même compétition. Ce groupe compte aussi le Brésil, le Danemark et la Suède.

À deux mois de ce grand événement, le moment est déjà propice pour l'entraîneur national de l'équipe féminine, Célestin Mpoua, et ses filles de se lancer dans la campagne afin d'avoir un groupe cohérent d'ici à décembre. Ces joueuses ont été présélectionnées parmi les meilleures décelées lors du déroulement de la 28e édition du championnat national de la discipline, en août dernier, à Brazzaville.

### Gardiennes

- 1-Magali Bazekélé, Abo-Sport
- 2-Lucie Chantal Okanatha, Étoile du Congo
- 3-Sandrine Oyoukou, Interclub de Brazzaville
- 4-Loll Ibandeba, Tié-Tié
- 5-Diane Bouoba, Abo

- Ailières droites
- 6-Diane Lekibi, Interclub de Brazzaville
- 7-Daphley Ndinga, Cara
- 8-Rebecca Massoko, Asel
- Ailières gauches
- 9-Chadinelle Ngatsé, Interclub
- 10-Sandrine Mapengo, Abo
- 11-Chancelvie Mayoya, Tié-Tié

### Pivots

- 12-Stevy Okandoka, Étoile du Congo
- 13-Herdia Delpoko Eyala, Interclub
- 14-Prisca Moukila, Abo
- 15-Derenisse Alouna, Interclub
- 16-Aurille Louoba, Interclub

### Arrières gauche

- 17-Natacha Mpima, Interclub
- 18-Dominique Zingha, Asel
- 19-Sylvie Mpinoba, Interclub

### Demi-centres

- 20-Chantal Okomba, Interclub
- 21-Mami-Caëlle Itoua, Cara
- Arrières droite
- 22-Dervale Tsouankari, Cara
- 23-Averty Louemba, Patronage Pointe-Noire
- 24-Gertrude Nianga Ikobo alias Say-Say, Abo

Charlem Léa Legnoki

## FOOTBALL

# L'actualité des Diables rouges

### France. 16<sup>e</sup> de finale de la Coupe de la Ligue

Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé... C'est ce que doivent se dire les supporters de l'AJ Auxerre (AJA) qui pourront constater qu'en l'absence de Delvin Ndinga, Auxerre a été incapable de battre Sedan, pensionnaire de Ligue 2. Ndinga est désormais un joueur essentiel de l'AJA.

Bruce Abdoulaye était titulaire lors du succès de Clermont sur Vannes (3-1). Il a disputé toute la rencontre. Il faisait son retour après trois matches de suspension suite à son carton rouge reçu lors de la 5<sup>e</sup> journée de Ligue 2.

Chris Malonga, plutôt à son avantage lors du match Nancy-Monaco, a peut-être marqué des points aux yeux du coach lorrain. Mobile et disponible dans le jeu, il a égale-

ment fait étalage de sa qualité de passe, en étant à l'origine du second but de Nancy.

Lucien Aubey et le jeune Yann M'Vila étaient tous deux titulaires lors de la victoire rennaise sur Sochaux (2-1).

### Angleterre. 4<sup>e</sup> tour de la Carling Cup

Christopher Samba était laissé au repos pour la rencontre entre Nottingham Forrest et Blackburn Rovers. Le jeune Steven Nzonzi, de retour de blessure, était par contre titulaire.

Pas de Steven Mouyokolo dans l'effectif de Hull City qui cumule pourtant les mauvais résultats. Aligné comme latéral droit en début de saison, l'ancien joueur de Boulogne-sur-Mer serait à même d'apporter beaucoup dans l'axe de la défense.

Camille Delourme

## COUPE DE LA LIGUE DE FOOTBALL DE MAKELEKÉLÉ

# La Favela et la Vérité Muzuna en finale

L'équipe de la Favela affrontera, demain, au stade Marchand, la Vérité Muzuna, en finale de la première édition de la coupe de la ligue de Makélékélé, premier arrondissement de Brazzaville. Ces deux formations se sont qualifiées à l'issue des demi-finales disputées les 24 et 25 septembre, au stade Marchand.

La Favela a trouvé son salut en s'imposant 1-0 devant KGB, grâce à une réalisation de Rochel. Cet exploit a été imité par son prochain adversaire, la Vérité Muzuna, qui a également battu la Révolution sur ce même score. L'unique but de la rencontre portait la griffe de Ricci Malonga dans les ultimes minutes.

Parfait Wilfried Douniama

## RÉFLEXION

# Et maintenant le G 25 ...

L'Assemblée générale des Nations unies à New York et surtout le «sommet» du G 20 à Gettysburg ont confirmé ce que l'on pressentait depuis longtemps : à savoir que le monde dans lequel nous vivons n'est plus unipolaire, c'est-à-dire dominé par la superpuissance américaine et ses alliés européens, mais multipolaire, c'est-à-dire multiple, divers, donc équilibré.

Au côté des grandes nations industrielles, aujourd'hui prisonnières d'un modèle économique et financier en perte de vitesse, émergent, en effet, des nations qui n'entendent pas se laisser imposer des règles de gestion et des modes de vie dont le seul but serait de pérenniser les positions dominantes acquises par les Occidentaux dans le cours du vingtième siècle. La Chine, la Rus-

sie, l'Inde, le Brésil se trouvent de façon très évidente à la pointe de ce combat qui concerne en réalité les trois quarts, voire les quatre-cinquièmes de la planète puisque derrière ces géants, se pressent les pays appartenant à ce que l'on appelait autrefois le «tiers-monde».

La modification des rapports de force étant désormais certaine même si toutes les conséquences n'en ont pas encore été tirées, une nouvelle bataille s'engage : celle qui fera des nations émergentes du globe et non plus des seuls géants d'Asie et d'Amérique latine les interlocutrices obligées du directoire mondial en formation. Un combat qui sera d'autant plus difficile à mener que l'Afrique, notamment, ne pèse rien ou presque dans la nouvelle équation esquissée à Gettysburg puisque le continent y est

représenté par la seule Afrique du Sud ; l'Afrique du Sud qui, certes, est une nation digne de respect, mais qui ne saurait prétendre représenter à elle seule la communauté africaine et qui, d'ailleurs, ne s'y hasarde pas.

Mieux vaut ne pas se voiler la face et tirer du sommet du G 20 la leçon qu'il comporte, à savoir l'exclusion pure et simple de l'Afrique des grands débats qui s'engagent sur la réorganisation de la finance mondiale. Une exclusion d'autant plus absurde et injustifiée que, sur le plan humain comme sur le plan économique, le continent pèsera de plus en plus lourd dans les décennies à venir.

La situation étant ce qu'elle est, les pays africains n'auront pas leur mot à dire dans les débats vitaux qui s'engagent tant qu'ils se présenteront en ordre dispersé. Aussi

devraient-ils, à notre sens, réfléchir au regroupement de leurs forces dans les institutions régionales qu'ils ont entrepris de constituer et qui, de façon très évidente, vont prendre une importance croissante dans les années à venir. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est clair que, pris isolément, les dix pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale ne pèsent rien ou presque ; alors que regroupés et parlant d'une même voix, ils auraient assurément voix au chapitre dans les enceintes internationales.

À quand donc le G25 qui verra les représentants des cinq organisations régionales africaines existantes s'asseoir autour de la table où se débat l'avenir économique du monde ?

Jean-Paul Pigasse